



Le 50^e anniversaire du **rapport Parent** *Cahier spécial*



Danse: Le chaos comme plat de résistance *Cahier Culture*



L'art sur **les chemins les moins fréquentés** *Cahier Livres*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CIV N° 214

LE DEVOIR, LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2013

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

Engouement pour les élections

« La campagne la plus importante des 25 dernières années »



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

MARCO FORTIER

C a y est, c'est parti. Les élections dans les 1103 municipalités québécoises, lancées vendredi sur fond de scandales éthiques, suscitent un engouement sans précédent: deux fois plus de partis politiques ont fait une demande d'autorisation au Directeur général des élections (DGE) par rapport à la même période en 2009, lors du dernier scrutin.

Loin de se laisser décourager par les alléga-

tions de corruption qui secouent la classe politique, les citoyens foncent plutôt tête baissée dans l'arène municipale. Pas moins de 441 candidats indépendants ont aussi demandé au DGE une autorisation de se présenter — une hausse de 63% par rapport à 2009.

À Montréal seulement, 13 partis sont autorisés et six autres attendent le feu vert du DGE pour plonger dans la mêlée. La campagne élec-

VOIR PAGE A 12 : ÉLECTIONS

Lire aussi · Richard Bergeron: La bataille d'un idéaliste. *Page A 8*

Denis Coderre: La rue en guise de remontant. *Page A 7*

Marcel Côté: En mode apprentissage. *Page A 6*

Le portrait des autres candidats à lire sur *LeDevoir.com*

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Maltais réfute les accusations d'ingérence

« Ces quatre femmes ont toute la liberté d'action et de parole »

ANABEL COSSETTE CIVITELLA
ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

La ministre de la Condition féminine, Agnès Maltais, réfute les accusations d'ingérence portées à son endroit par la présidente du Conseil du statut de la femme (CSF), Julie Milville-Dechêne. Mais elle reconnaît du même souffle avoir nommé quatre femmes qui sont en accord avec la position historique du CSF, qui prône l'interdiction du port de signes religieux pour les employés de l'État.

La ministre a défendu vendredi la nomination au CSF de Julie Latour, Leila Lesbet, Ann Longchamps et Lucie Martineau, toutes favorables

VOIR PAGE A 12 : MALTAIS

Lire aussi · L'éditorial de Bernard Descôteaux: Les maladresses. *Page B 4*

La chronique de Michel David: Fini le renouveau. *Page B 3*

La voix des pro-Charte s'organise. Une coalition sera lancée mardi. *Page A 3*

Quand la science devient magie

Après avoir confondu le public derrière les caméras, l'illusionniste Luc Langevin fera réellement face à ses spectateurs en montant sur les planches

PAULINE GRAVEL

Luc Langevin a été scientifique avant de devenir magicien, et il ne s'en cache pas, loin de là. Pour lui, la science et la magie ne sont absolument pas antinomiques, comme plusieurs auraient tendance à le croire. Bien au contraire, « elles sont étroitement liées ».

Il affirme que tous les grands magiciens de ce monde ont une équipe de scientifiques, physiciens, chimistes, voire ingénieurs, qui conçoivent leurs tours. « Habituellement, les magiciens ne révèlent pas au grand jour leur collaboration avec des scientifiques, ils aiment laisser croire qu'ils détiennent des pouvoirs surnaturels. Pour ma part, j'aime bien mettre en évidence les fondements



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

« J'aime bien mettre en évidence les fondements scientifiques de la magie. À mes yeux, cela lui donne ses lettres de noblesse », déclare Luc Langevin.

VOIR PAGE A 12 : LANGEVIN

AUJOURD'HUI



Élections allemandes · Avec qui gouvernera Angela Merkel?

La réélection de la chancelière ne semble pas faire de doute. Reste à savoir avec qui elle partagera les quatre années à venir. *Page A 10*



Avis légaux..... C 7
Carrières..... C 5
Décès..... C 8
Mots croisés..... D 4
Petites annonces..... C 8
Sudoku..... D 5

LES MERVEILLES DU JOUR • LES SECRETS DE LA NUIT

MOSAÏCULTURES
Jusqu'au 29 septembre

JARDINS DE LUMIÈRE
Jusqu'au 3 novembre

Plus que 8 jours!

espace pour la vie montréal

biodôme insectarium jardin botanique planétarium rio tinto alcan

ACHETEZ VOS BILLETS EN LIGNE!
espacepourlavie.ca

L'effet bleu n° 1

FAIRE GRANDIR LE QUÉBEC



CHEZ GAZ MÉTRO, NOUS RÊVONS D'UN QUÉBEC PLUS VERT ET PLUS PROSPÈRE.

Pour polluer moins et prospérer mieux, il faut tirer profit à la fois de l'électricité renouvelable et du gaz naturel, qui est le plus propre des combustibles et l'énergie la moins chère.

Le gaz naturel est une solution disponible maintenant afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs les plus émissifs du transport lourd et des industries, tout en favorisant le développement économique du Québec.

En saisissant aujourd'hui l'occasion de valoriser la complémentarité entre les diverses formes d'énergies, le Québec en sortira gagnant – et grandi.

 **GazMétro**
la vie en bleu

ACTUALITÉS

Les recteurs sont divisés à propos de la restructuration de l'Université du Québec

LISA-MARIE GERVAIS

Abroger la Loi sur l'Université du Québec ou pas? S'ils conviennent d'y réfléchir, les recteurs des établissements du réseau de l'UQ ne partagent pas tous le même avis sur la question.

« Comme toute autre loi, après une quarantaine d'années, c'est bon d'y jeter un coup d'œil », a déclaré d'emblée Jean Vaillancourt, recteur de l'Université du Québec en Outaouais. Il accueille positivement l'une des recommandations du rapport Bissonnette-Porter sur la loi-cadre, qui suggère d'abroger la Loi sur l'UQ, la transformant en une sorte de coopérative de services. « Je trouve ça sain, mais en même temps, il est important de préserver les acquis et les avantages pour le contribuable québécois », a-t-il ajouté.

L'idée est aussi bien reçue à l'Université du Québec à Chicoutimi. « On est d'accord. Il faut revoir nos manières de faire. Ça ne peut plus être comme c'était avant, a dit Jean Wautier, directeur du Bureau des affaires publiques de l'UQAC. On ne peut pas fonctionner en vase clos. À 45 ans, on a atteint une certaine maturité. Inévitablement, il y a quelque chose à changer. »

Jean-Pierre Ouellet, le recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), n'est pas « fermé à une réflexion ». « L'UQ existe depuis 45 ans... pourquoi pas [la revoir]? C'est une invitation à une réflexion, a-t-il soutenu. Mais ça doit se faire entre nous. On doit évaluer l'endroit où on pourrait atterrir par rapport à la situation actuelle. Mais c'est loin de l'abrogation! »

Inquiétudes

La rectrice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), Johanne Jean, est quant à elle très prudente. « Je ne dis pas que cette réflexion-là ne doit pas être faite. Mais ce n'est pas aussi simple que ça en a l'air, d'un point de vue micro, a-t-elle mis en garde. Il y a toujours un danger à rouvrir une loi. Il ne faut pas oublier ça. »

Pour elle, le réseau s'est modernisé de soi au cours des dernières années et il n'est pas nécessaire d'abroger la loi ou de supprimer des instances pour simplifier la gouvernance et la bureaucratie, comme il a été suggéré. « Toute la question de la gestion de l'enseignement et de la recherche, com-



Le rapport de Lise Bissonnette et John R. Porter déposé à la mi-septembre recommande d'abroger la Loi sur l'UQ pour la transformer en une sorte de coopérative de services.

« Je trouve ça sain, mais en même temps, il est important de préserver les acquis et les avantages pour le contribuable québécois »

Jean Vaillancourt, UQO

« Toute la question de la gestion de l'enseignement et de la recherche, comment on va gérer ça si on abolit cette instance? »

Johanne Jean, UQAT

« Ça ne peut plus être comme c'était avant. [...] On a des services en commun, est-ce qu'on doit se dédoubler? Non »

Jean Wautier, UQAC

ment on va gérer ça si on abolit cette instance. Et le régime de retraite? », s'inquiète-t-elle.

Une idée qui date de 2009

Pourtant, en 2009, toutes les constituantes du réseau UQ s'étaient mises d'accord pour moderniser la Loi sur l'UQ et avaient présenté un document à la ministre de l'Éducation d'alors. Les propositions étaient très semblables à la recommandation du rapport Bissonnette-Porter.

M^{me} Jean reconnaît qu'elle avait entériné le document, mais admet que le contexte, celui du dépôt du projet de loi 38 sur la gouvernance des universités, était fort différent. Jean Vaillancourt croit au contraire qu'il faut faire écho au document de 2009 et éliminer les structures de gouvernance superflues et la reddition de comptes trop lourde. « Tout en préservant le partage de services communs », a-t-il insisté.

Le rapport Bissonnette-Porter suggère également une

mise en commun de certains services de l'UQ et de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Là encore, les avis divergent. « Pourquoi pas? On a des services en commun, est-ce qu'on doit se dédoubler? Non », a dit Jean Wautier. À l'opposé, le recteur Vaillancourt voit mal comment une telle fusion pourrait être au bénéfice de tous.

Le Devoir

CHARTRE DES VALEURS QUÉBÉCOISES

Les voix pro-Charte s'organisent

Une coalition sera lancée mardi

LISA-MARIE GERVAIS

Un front commun pro-Charte des valeurs québécoises s'organise, a appris *Le Devoir*. Lancé mardi prochain lors d'une conférence de presse, le « Rassemblement pour la laïcité », composé d'une quinzaine d'organismes et d'une cinquantaine de personnalités, tentera de contrebalancer la vive opposition au projet de Charte des valeurs du gouvernement.

Venant d'horizons très divers, des groupes comme l'Association québécoise des Nord-Africains pour la laïcité, LGBT pour la laïcité, le Syndicat de la fonction publique québécoise,

laïcité ouverte, on commencera à établir de vraies balises, les gens ne s'entendront pas entre eux », prédit-il.

Le Rassemblement pour la laïcité pourra aussi compter sur l'appui du collectif pour la laïcité de Québec solidaire, une voix qui diverge de la position véhiculée jusqu'ici par les porte-parole. « Ils ne sont pas d'accord avec la position de Québec solidaire et on ne les a pas entendus », a dit Michèle Sirois de la Coalition laïcité Québec, qui fait aussi partie du front commun.

Énoncé et principes

Le Rassemblement fait siens les principes de la Déclaration

pour un Québec laïque et pluraliste publiée en 2010 par les Intellectuels pour la laïcité. Il rappelle l'importance d'affirmer la neutralité de l'État dans une législation, ce qui ne figure « nulle part, tandis que la liberté individuelle de religion est constitutionnalisées. Cela génère un déficit démocratique », peut-on lire, dans l'énoncé publié sur le site laiciteequebec.org.

Le port de signes ou de vêtements religieux ne fait pas ailleurs pas partie de la liberté de religion telle que reconnue par la Déclaration universelle des droits de l'homme, soutient cette coalition. Plutôt que la croix, le Rassemblement pour la laïcité avance plutôt que c'est la laïcité qui fait partie du patrimoine, rappelant que la séparation de l'Église et de l'État figurait déjà dans la Déclaration d'indépendance de 1838 proclamée par les patriotes.

En plus de l'offensive laïque du rassemblement, un ouvrage comprenant des textes des Intellectuels pour la laïcité dirigé par Daniel Baril du MLQ et l'historien Yvan Lamonde sera lancé le lundi 23 septembre (Presses de l'Université Laval). Sa parution était prévue depuis plusieurs semaines.

Le Devoir

Soirées Relations

LA SANTÉ MENTALE : AU-DELÀ D'UNE BIOLOGISATION RÉDUCTRICE

On considère souvent que la santé mentale est déterminée par des facteurs strictement biologiques ou qu'elle serait le simple résultat de parcours de vie individuels. Pourtant, l'influence des dynamiques sociales et des considérations existentielles sur la santé mentale est bien documentée. Il y a donc lieu de se demander : y a-t-il des causes sociales au mal-être contemporain? Pourquoi la médicalisation en santé mentale est-elle une tendance dominante dans nos sociétés? Quel rôle jouent la spiritualité et la religion sur la santé mentale?

À MONTRÉAL

LE LUNDI 23 SEPTEMBRE
DE 19 H À 21 H 30

MAISON BELLARMIN
25, RUE JARRY OUEST
(MÉTRO JARRY OU DE CASTELNAU)

AVEC :

ELLEN CORIN, psychanalyste et chercheuse émérite à l'Hôpital Douglas;

MARCELO OTERO, sociologue, auteur de *L'Ombre portée. L'individualité à l'épreuve de la dépression* (Boréal, 2012);

ROBERT THÉORAT, responsable à l'action politique au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec.

À QUÉBEC

LE MERCREDI 25 SEPTEMBRE
DE 19 H À 21 H 30

TAM TAM CAFÉ
421, BOULEVARD LANGELIER

AVEC :

ÉRIC GAGNON, sociologue et chercheur au CSSS de la Vieille-Capitale;

DORIS PROVENCHER, directrice générale de l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec;

ANNIE TREMBLAY, psychiatre à l'Hôtel-Dieu de Québec et professeur à la Faculté de médecine de l'Université Laval.

Contribution suggérée : 5 \$

RENSEIGNEMENTS : Agustin Nicolau : 514-387-2541, poste 241 ou anicolau@cfj.qc.ca

www.cfj.qc.ca

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.

Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens. Antiquités haut de gamme. Grande valeur offerte.

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte
depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Vivez la magie de LangdonArt



Un artiste créant un moment authentique à sa manière : deux paysages différents dans chaque peinture !

Les œuvres de LangdonArt sont exposées du 24 au 30 septembre à La Galerie 1040

1040, rue Marie-Anne Est
Montréal

de 10 heures à 22 heures
tous les jours. Bienvenue !

entrée 5,00 \$

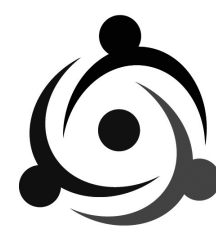
conseiller 1450,00 \$/heure

www.langdonart.com

Artiste permanent exposant dans les galeries d'art et musées canadiens, ainsi qu'aux États-Unis et en Europe!

L'AQETA tient à souligner les 50 ans du Rapport Parent

Célébrons l'accès à l'éducation pour tous!
Pour que chacun réalise son plein potentiel



aqeta

Association québécoise des troubles d'apprentissage

ACTUALITÉS

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Coderre veut « nettoyer » l'Hôtel de Ville

JEANNE CORRIVEAU

Si son équipe est portée au pouvoir le 3 novembre prochain, Denis Coderre entend prendre les moyens pour « nettoyer l'Hôtel de Ville une fois pour toutes ». « Jamais vous ne m'entendez dire: "Je n'étais pas au courant" », a lancé le candidat à la mairie de Montréal à ses partisans lors du lancement de la campagne électorale de son équipe vendredi soir.

Denis Coderre a profité du coup d'envoi de sa campagne pour présenter 14 nouveaux candidats, dont Gilbert Thibodeau, qui sera candidat à la mairie du Plateau-Mont-Royal. « Mon équipe compte maintenant 90 nouveaux candidats », a-t-il dit à ses sympathisants réunis à la Tohu. « Il va y en avoir d'autres et j'ai bien l'intention d'avoir une équipe complète », a-t-il dit.

Inspecteur général

Lors de son allocution, l'aspirant maire a pris plusieurs engagements, dont celui de mettre en place des mesures visant à venir à bout de la corruption à l'Hôtel de Ville. Pour ce faire, il faut donner aux escouades policières comme l'EPIM et l'Éclipse les moyens de faire leur travail pour lutter efficacement contre la corruption et le crime organisé, a-t-il indiqué.

Comme il l'avait déjà annoncé, il créera un poste d'ins-

pecteur général. « Il va avoir un pouvoir d'enquête de manière inopinée: avant, pendant et après l'octroi des contrats », a dit M. Coderre.

Il compte aussi instaurer un système de rotation qui empêchera les hauts fonctionnaires et les cadres de demeurer au même poste plus de deux ans. Rester trop longtemps dans les mêmes fonctions, « ça fait des bons joueurs de golf », mais ça n'aide pas nécessairement les intérêts de la population, a soutenu M. Coderre. Un tel système existe dans la fonction publique fédérale, a-t-il rappelé.

M. Coderre a également abordé la question de la Charte des valeurs, en reprochant au gouvernement de mettre de l'huile sur le feu. Il a réclamé un statut spécial pour tout le territoire de la métropole.

Le stationnement confié à la STM

Une administration Coderre reverrait également la question du stationnement et des parcomètres. La responsabilité du stationnement pourrait être confiée à la Société de transport de Montréal, a-t-il suggéré.

Les adversaires de M. Coderre avaient déjà dévoilé leurs principaux engagements. M. Coderre a attendu le début officiel de la campagne électorale pour présenter les siens.

Le Devoir

Métro de Montréal: pas de nouvelles stations avant 2020

KARL RETTINO-PARAZELLI

Québec a confirmé vendredi son intention de prolonger la ligne bleue du métro de Montréal vers l'est, mais la première pelletée de terre n'est pas pour demain. Sans vouloir fixer un échéancier précis, le gouvernement envisage l'inauguration de cinq nouvelles stations « au début des années 2020 ».

Le ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, a annoncé la création d'un bureau de projet doté d'un budget de 38,8 millions de dollars, qui se prononcera d'ici environ deux ans sur le coût précis et l'échéancier des travaux de prolongement du métro, de Saint-Michel à Anjou. Ce bureau de projet analysera également l'emplacement des futures stations, les tracés envisageables et le mode de réalisation à privilégier.

« Je sais que tout le monde voudrait que je parte avec ma pelle pour creuser le tunnel après la conférence de presse », a concédé M. Gaudreault, en insistant sur la nécessité de ne pas précipiter les choses. Il faut être extrêmement prudent et responsable. On ne veut pas tomber dans les mêmes ornières que le précédent gouvernement et se retrouver avec des dépassements de coûts et des délais. »

« On est à la fois déterminés et prudents », a renchéri le ministre responsable de la région de Montréal, Jean-François Lisée.

Projet coûteux

Même si le gouvernement reste flou en ce qui concerne l'échéance et le coût du projet, il a déjà décrété des réserves



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Même si Québec souhaite aussi s'attaquer à la ligne jaune, la priorité a été donnée au prolongement de la ligne bleue, puisque l'ajout de stations sur cette ligne permet d'envisager l'achalandage le plus élevé.

foncières sur les terrains qui accueilleront les futures stations. Cela freinera la spéculation, a expliqué le ministre des Transports.

Selon les études réalisées pour le compte du ministère des Transports et de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), les cinq nouvelles stations permettront de transporter 84 000 usagers supplémentaires chaque jour.

Puisque la construction de chacun des quelque six kilomètres de tunnels prévus coûte environ 250 millions de dollars, on peut déjà prévoir une facture s'élevant à 1,5 milliard. Des prévisions qui n'effraient pas le ministre Gaudreault: « Soyez assurés qu'en ce qui nous concerne, comme ça a été le cas dans toutes les annonces que nous avons faites depuis un an, tous les budgets que nous annonçons, on s'assure qu'ils soient au rendez-vous. »

Bleue d'abord, jaune ensuite

La priorité accordée au prolongement de la ligne bleue

vers l'est s'appuie notamment sur une étude de l'achalandage potentiel. Selon le président de l'AMT, Nicolas Girard, l'ajout de stations sur cette ligne permet d'envisager un achalandage supérieur de 22 % aux autres scénarios de prolongement étudiés.

Pourquoi procéder à de nouvelles études alors qu'une centaine de rapports d'analyse ont déjà été soumis au gouvernement? « Un projet de cette nature-là, on ne fait pas ça sur le coin d'une table », répond M. Girard. Des études plus approfondies permettront selon lui d'éviter des dépassements de coûts, comme ce fut le cas dans le dossier du Train de l'Est. Les coûts de ce projet ont plus que doublé depuis son annonce en 2006.

Le gouvernement a par ailleurs indiqué vendredi qu'après la ligne bleue, la priorité sera accordée au prolongement de la ligne jaune sur la Rive-Sud. « Il n'est pas question d'attendre l'inauguration de la ligne bleue avant d'amorcer les études pour la

En attente d'un cadre financier

L'intention du gouvernement de prolonger la ligne bleue vers l'est a reçu un appui quasi unanime, mais le financement du projet soulève des questions. Le Comité d'action pour le prolongement de la ligne bleue veut connaître sans tarder la date de début des travaux de chacune des stations. Le groupe TRAN-SIT considère pour sa part que le prolongement de la ligne bleue constitue une bonne nouvelle, mais indique qu'un cadre financier devra suivre. Du côté de la Société de transport de Montréal, le président Michel Labrecque ne veut pas que les usagers du métro fassent les frais du prolongement annoncé.

réalisation de la ligne jaune », a précisé M. Gaudreault.

Le Devoir





Brébeuf

PORTES OUVERTES

MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2013 16 h à 21 h

SECONDAIRE GARÇONS

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

Brébeuf poursuit sa tradition d'offrir aux garçons un environnement et un programme secondaire qui leur sont consacrés

1^{re} à 4^e SECONDAIRE
(pour garçons seulement)

5^e SECONDAIRE
(pour filles et garçons)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de trois profils :

- Langue et civilisation latines
- Concentration-sports
- International

SECONDAIRE FILLES

NOUVEAU PAVILLON VIMONT AU COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

(Admission en 1^{re} secondaire seulement)

Un programme secondaire distinct pour les jeunes filles

1^{re} à 5^e SECONDAIRE
(pour filles seulement)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de deux profils :

- Langue et civilisation latines
- International

Examen d'admission pour la 1^{re} secondaire : 3 séances

- le samedi 5 octobre : 9 h et 14 h
- le dimanche 6 octobre : 9 h

Inscription obligatoire : www.brebeuf.qc.ca/examens

UN PRÉSENT POUR LE FUTUR

Collège Jean-de-Brébeuf

3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1

www.brebeuf.qc.ca





Collège Vert
du Québec

NIVEAU
D'EXCELLENCE

ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'ADQ municipale est presque prête

ISABELLE PORTER à Québec

L'aspirant parti de droite Alliance de Québec (ADQ) entend toujours présenter des candidats aux élections municipales à Québec, mais pas dans tous les districts.

La nouvelle formation est en pleins préparatifs, a expliqué cette semaine son chef, Daniel Beaulieu. « Il y a encore des candidats avec qui on négocie, on ne sait pas dans quel district ils vont aller ou s'ils vont se présenter. »

Si on n'entend pas beaucoup M. Beaulieu dans les médias, c'est notamment parce que le parti n'a pas encore obtenu de reconnaissance officielle du Directeur général des élections (DGE). Le politicien s'attend à ce que ce soit chose faite la semaine prochaine, à temps pour la fin de la période de mise en candidature le 4 octobre.

Militaire de carrière, l'homme de 33 ans souhaite faire élire des conseillers de districts pour opposer au maire Labeaume une critique de droite. « Vous pensez que Régis Labeaume est un bon maire, mettez l'Alliance de Québec en face de lui, il sera encore meilleur », peut-on lire dans son programme.

Coupe dans les projets verts et la culture

Cette ADQ qui en rappelle une autre prône un remboursement de la dette accéléré, une diminution des salaires

des élus et l'abandon de la plupart des projets verts et des programmes en culture.

Son chef n'a pas voulu dire combien de candidats il allait présenter, mais chose certaine, il n'y en aura pas dans les 21 districts.

« Je ne vous cacherais pas que c'est difficile de recruter des gens, dit-il en parlant des gens d'affaires. Même de la droite, parce que beaucoup croient que Régis Labeaume est un excellent maire et [...] parce qu'il fait peur à certaines personnes. Advenant une défaite, ils ont peur pour leur entreprise. » M. Beaulieu ne croit pas par ailleurs que la hausse des taxes commerciales imposée cette année par l'administration Labeaume aura un impact sur les élections.

M. Beaulieu se réserve des annonces pour plus tard, mais tout laisse croire qu'il se présenterait lui-même non pas à la mairie, mais plutôt dans un district. Il compte en outre présenter des candidats surtout dans les banlieues du Nord et de l'Est.

Il laisse l'Ouest et la Hauteville au parti Démocratie Québec, qui, selon lui, ne courtise pas la même « clientèle que lui ». « On n'est vraiment pas contre Démocratie Québec. Ils vont peut-être réussir à se faire élire dans la Hauteville, là où ils sont déjà, en plus peut-être de M. Shoiry [Paul, dans Sillery-Saint-Louis]. On vise plus la couronne extérieure. »



Daniel Beaulieu

« Je ne vous cacherais pas que c'est difficile de recruter des gens »

L'UMQ se prédit une année difficile

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) s'inquiète pour la prochaine année financière de ses membres, qui, dans certains cas, n'auront peut-être pas le choix de hausser les taxes municipales.

C'est le constat dressé vendredi par son président, Eric Forest, en marge du conseil d'administration de l'organisme. En entrevue, ce dernier a notamment reproché au gouvernement Marois de priver les membres l'UMQ de 200 millions en voulant modifier les modalités du remboursement de la TVQ dans l'Entente de partenariat fiscal et financier.

M. Forest, qui est également maire de Rimouski, estime que cette situation met encore plus de pression sur ses membres, qui doivent notamment composer avec un déficit des régimes de retraite publics qui ne cesse d'augmenter. « Ça ne sera pas du gâteau de faire le budget en 2014, a-t-il martelé. Il n'y aura pas de miracle. »

L'UMQ réclame ainsi au gouvernement Marois des mesures compensatoires, voire le prolongement de conditions actuelles, en attendant une nouvelle entente.

Il a rappelé que l'UMQ ainsi que le gouvernement Marois doivent négocier une nouvelle mouture de l'entente, qui prend fin le 31 décembre. Les pourparlers, suspendus depuis le mois de juin, à la demande de l'UMQ, devraient reprendre après les élections du 3 novembre.

L'Entente de partenariat fiscal et financier prévoyait un remboursement de la taxe de vente du Québec payée par les municipalités sur leurs achats de biens et de services qui devait atteindre 100 % en 2013.

Le Devoir

La Presse canadienne

Partez chanceux avec Porter !

Visez haut ! Porter vous offre un service de haut niveau, au sol comme en vol.
De plus, Porter atterrit à l'aéroport du centre-ville de Toronto. À deux pas de tout.
Vous êtes chanceux.



Vois au départ de Montréal. Réservez d'ici le 25 septembre 2013. Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.* Tarifs à partir de :

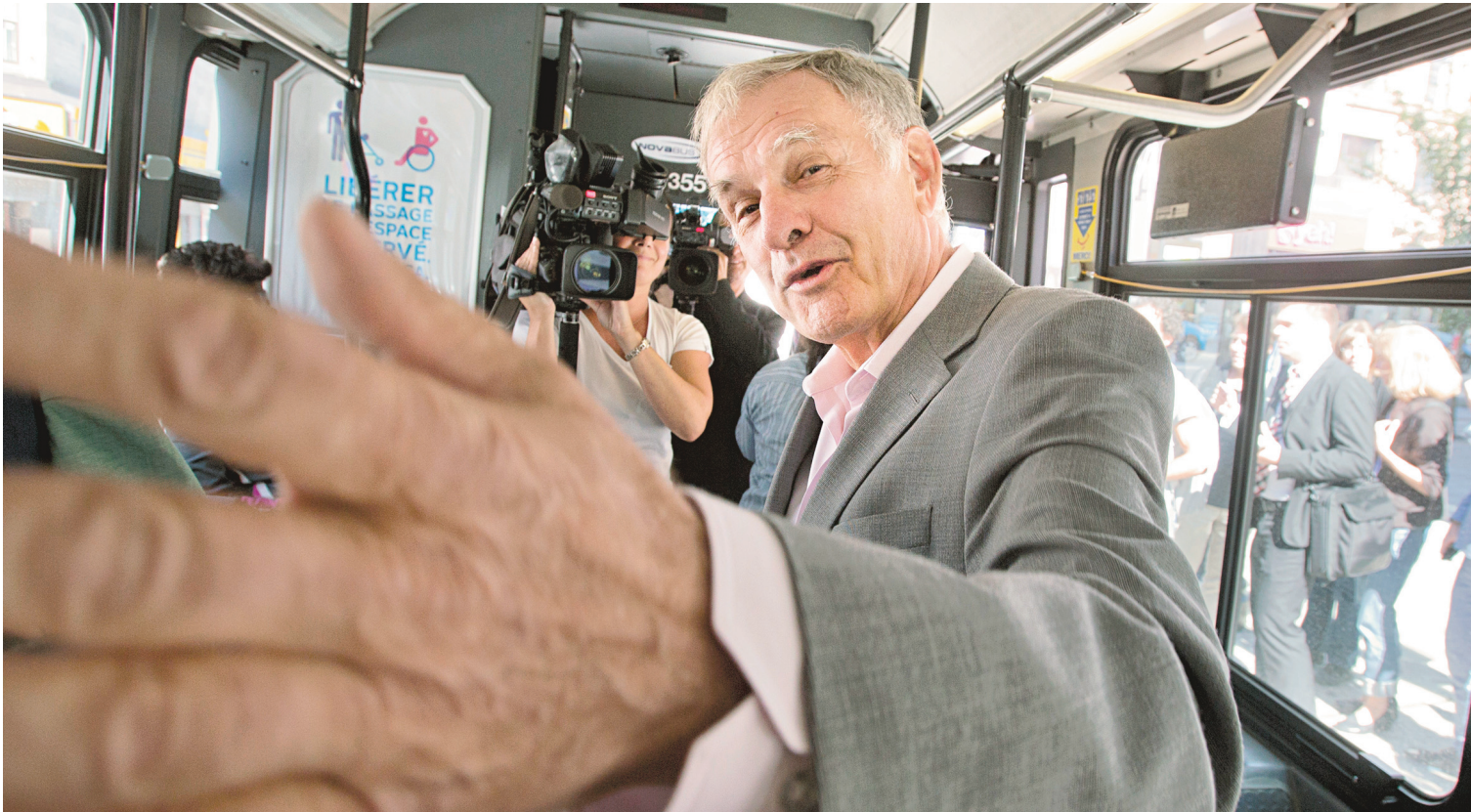
HALIFAX 3 par jour 201 \$	TORONTO 17 par jour 206 \$	SAULT STE. MARIE 241 \$	ST. JOHN'S 258 \$	SUDBURY 241 \$	THUNDER BAY 241 \$	TIMMINS 241 \$	WINDSOR 241 \$	BOSTON 300 \$
CHICAGO 342 \$	MYRTLE BEACH À partir du 3 octobre 358 \$	NEW YORK 300 \$	WASHINGTON Dulles 293 \$	PRIX TOUT COMPRIS				

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

flyporter.com

* Réservez d'ici 23 h 59 heure de l'Est le 25 septembre 2013. Voyagez d'ici le 15 décembre 2013. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième sur les vols à destination ou en provenance des É.-U., des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage sur les vols au Canada et des frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à flyporter.com. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

MONTRÉAL 2013,



Son porte-à-porte, Marcel Côté le fait dans les autobus de la STM. Le candidat admet que son principal défi sera de se faire connaître du grand public.



Marcel Côté se déplace régulièrement en BIXI — n'hésitant pas à brûler des feux rouges, comme a pu le constater *Le Devoir* en l'accompagnant.

PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

MARCEL CÔTÉ - COALITION MONTRÉAL MARCEL CÔTÉ

En mode apprentissage

Marcel Côté en est bien conscient: le grand défi de sa campagne électorale sera sa notoriété. À 71 ans, l'économiste réputé reste inconnu du grand public et il n'a que cinq semaines pour inverser la tendance. Une commande lourde pour celui en qui Louise Harel a placé sa confiance. Portrait d'un candidat au franc-parler qui «carbure aux idées» et qui mise sur l'expérience et le contenu pour se faire entendre.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

« Bonjour, je m'appelle Marcel Côté ». Dans l'autobus 164 qui sillonne Ahuntsic, le candidat tend la main à une passagère dont le regard indique clairement qu'elle ne comprend pas pourquoi le Marcel en question vient se présenter à elle. Et comme il n'enchaîne pas immédiatement, un léger malaise s'installe. « Je me présente à la mairie de Montréal, dit-il finalement. Voici ma carte. »

C'est mercredi matin, un franc soleil d'automne chauffe Montréal. Dans le bus, Marcel Côté fait du porte-à-porte mobile. « C'est plus efficace », assure-t-il. Assis tout au fond, un jeune dans la vingtaine le reconnaît. Côté est content, un peu étonné aussi. « Vous me connaissez! »

Oui, sauf que l'usager explique sur un ton sans appel que c'est « parce que vous avez comparé les carrés rouges à la mafia l'an dernier. Et je n'ai pas apprécié ». Marcel Côté répond qu'il s'est « emporté » et qu'il regrette cette déclaration du printemps 2012. Sans succès. La discussion n'ira pas très loin. « Ce n'est pas facile aujourd'hui », nous glisse plus tard le candidat, en équilibre entre deux arrêts.

Ce n'était pas beaucoup plus facile deux semaines plus tôt, alors qu'il était square Victoria pour une collecte de fonds organisée par les magasins Partage. Vêtu du chandail vert de l'organisme, Marcel Côté sollicitait des dons à la sortie du métro. Denis Coderre et Richard Bergeron étaient aussi présents. Mais alors que les deux autres récoltaient argent et signes de reconnaissance — surtout Coderre, véritable poisson dans l'eau de ce type d'événement —, Marcel Côté se trouvait le plus souvent un brin esseulé.

Au point que Denis Coderre s'est chargé de l'aider. « Regarde bien, Marcel, je vais te montrer comment ça marche. » Il accroche le premier passant sortant du métro et l'oblige pratiquement à lui serrer la main. « Quand le poisson est ferré, tu ne le laisses pas partir », dit-il à Côté. Denis Coderre retient donc la main du type et lui lance que ce serait bien qu'il contribue à la cause, juste un petit dollar... Et ça marche. Derrière, Marcel Côté regarde la scène d'un œil amusé.

Des conseils au conseiller
Dans son entourage, tous font valoir la même chose: Marcel Côté est en mode apprentissage, alors que « Denis Coderre a fait ça toute sa vie, serrer des mains ». Or, « briser la glace, entrer dans la bulle des gens, c'est la chose la plus difficile de ce nouveau métier, dit Marcel Côté. Il faut que j'apprenne à devenir sans-gêne,

Se présentant essentiellement comme un « gars de contenu », Marcel Côté remarque qu'il n'a jamais « fait quelque chose d'aussi superficiel » dans sa carrière que de serrer des mains

alors que je suis plutôt gêné de nature ».

Le maître du service-conseil (il a cofondé la firme Secor en 1975) est donc dans une phase où c'est lui qui écoute les conseils des autres. Dans la voiture qui le conduit à divers rendez-vous en ce 29 août, son attaché de presse le bombarde d'informations, lui rappelle qu'il doit insister sur tel ou tel point dans le prochain discours, qu'il faut sourire à la caméra, que... « Ça va, ça va », répond Marcel Côté avec une pointe d'impatience, mais poliment.

Dans le bureau de la coalition — qui a l'allure de tout bureau de campagne: tapis taché, agencement alambiqué, impression de temporaire —, on le trouve avec Louise Harel, celle qui lui a offert son parti

pour créer la coalition. La chef de Vision Montréal le brefte sur quelques enjeux du jour. Et lui glisse aussi un conseil général: « René Lévesque me disait qu'en politique, il ne faut jamais dire le contraire de ce qu'on pense, mais il ne faut jamais dire tout ce qu'on pense non plus... »

« Je sais que la spontanéité est mon plus grand ennemi », nous dira Marcel Côté en entrevue deux semaines plus tard. « Je dois me surveiller parce que je parle beaucoup. » En même temps, il souligne qu'il doit aussi apprendre à parler plus crûment de ses adversaires. « Attaquer, ce n'est pas mon genre. Mais on me dit de marquer mes différences, alors j'essaie. Des fois, je fais le populiste. Je le vois dans le choix des mots, dit-il en analysant ses propres gestes. J'ai qualifié d'imbécile l'idée de quelqu'un ce matin à la radio. Pourquoi j'ai utilisé le mot imbécile, que je n'utilise jamais? Parce que je voulais parler à monsieur et madame tout le monde. Mais dire ça, ou parler d'ignorance crasse, ce n'est pas moi: c'est juste mon personnage politique. »

Recrue

Se présentant essentiellement comme un « gars de

contenu », Marcel Côté remarque qu'il n'a jamais « fait quelque chose d'aussi superficiel » dans sa carrière que de serrer des mains. « Mais je sais que ça fait partie du rituel d'un politicien », dit-il. Le chemin du pouvoir passe par le ras des pâquerettes — les boulettes, les blés d'Inde, le small talk. Alors il parcourt les autobus et court les lieux de rencontre pour porter le même message, même si l'approche est parfois un peu maladroite: Marcel Côté se présente à la mairie.

Côté est une recrue singulière dans cette course. Malgré une longue expérience dans les coulisses de la politique — il a été conseiller en « stratégie, contenu et communication » des premiers ministres Brian Mulroney, Robert Bourassa et

Jean Charest —, Marcel Côté n'a en effet pratiquement jamais touché au volet concret de l'action politique.

Sauf une fois. En 1973, il s'est présenté aux élections provinciales sous la bannière de l'Union nationale. Il a récolté 7% des voix. La dégelée lui a tout de même donné le goût de la chose publique, dit-il. « À partir de là, j'ai toujours été en périphérie des partis politiques. » Mais s'il connaît « très bien la gestion gouvernementale et celle des grandes organisations », il avoue que ce n'est pas le cas pour celle de Montréal.

« J'ai écrit beaucoup de choses sur l'économie de Montréal et la philanthropie. Mais je n'ai jamais trempé dans la gestion municipale, qui est très différente de celle des entreprises ou de celle de Québec », dit-il. Alors, pourquoi plonger? Pourquoi chercher la lumière quand on s'est nourri d'ombre si longtemps?

A le voir aller dans cet autobus en mouvement, ramant littéralement pour capter l'attention des gens, la question s'impose. Il n'a pas « besoin » d'un tel job. Sa réputation est établie. Sa fortune est faite. « J'aurais pu continuer à faire ce que je faisais et ça aurait été très excitant », avoue-t-il. Il est

en grande forme — à suivre son pas de marche, on lui donnerait 10 ou 15 ans de moins —, mais il a tout de même largement l'âge de la retraite. Or, le voilà lancé dans une course éreintante, et certainement pas gagnée d'avance.

Montréal inc. « humaniste »

Deux raisons expliquent qu'il soit devenu le chef de la coalition. Primo, il a été sollicité. « Par le Montréal inc., oui, mais aussi par le « Montréal bénévole », soutient celui qui siège sur 23 conseils d'administration et dont la feuille de route en fait un pilier du milieu culturel montréalais. « J'ai toujours redonné beaucoup à ma ville. Je représente une sorte de Montréal inc. humaniste, si on veut. Alors

ça faisait probablement de moi le candidat le plus acceptable du monde des affaires. » Un milieu qui, dit-on, ne voulait pas de Denis Coderre.

Secundo, il y avait le contexte. Marcel Côté n'aime pas du tout la direction que Montréal a prise dans les dernières années. Quand il évoque le sujet, il s'enflamme. Ses bras battent l'air. « Ça n'a pas de bons sens, tous ces scandales! On a passé 10 directeurs généraux en 12 ans. Il y a quelque chose qui cloche. Une grande organisation ne peut pas fonctionner comme ça. Et les guerres... Ça a été sur-réaliste de voir le conflit entre le vérificateur général et le directeur général. Voyons donc! Je siège sur le comité avisier du Bureau du vérificateur général du

Canada: je peux vous dire qu'une querelle publique comme on a eu à Montréal est absolument impensable à Ottawa. »

Il y a donc des problèmes à régler, et Marcel Côté pense être l'homme de la situation. « Je carbure depuis toujours aux idées et aux solutions », dit-il en rappelant que toute sa vie professionnelle s'est bâtie autour de ses capacités à « analyser, restructurer, fusionner des entreprises ».

Remue-méninges

Sa méthode, c'est le remue-méninges: on lance des idées, on teste des solutions, on discute franchement, « tout le monde à égalité ». Dans une rencontre de préparation de contenu à laquelle *Le Devoir* a assisté, Marcel Côté y allait rondement. « C'est mauvais, l'introduction, c'est plate à mourir », a-t-il lancé à un jeune collaborateur. « Il faut reprendre ça. » A l'autre, il demandait de clarifier certains enjeux. « Je suis comme ça, j'aime l'effervescence, j'aime lancer des idées. Je n'ai pas de certitude tant que ce n'est pas écrit dans un document final », dit-il.

Pour Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Marcel Côté se définit par le

« goût des défis intellectuels et de la recherche de solutions. C'est un gars intelligent, qui travaille très fort et qui comprend bien la problématique des institutions. C'est aussi quelqu'un qui va souvent prendre un point de vue qui n'est pas celui du consensus, parfois par défi ». Mais M. Nadeau n'est pas convaincu que ces traits de caractère seront suffisants pour en faire un politicien efficace.

« En politique, le talent d'un politicien n'est pas toujours la qualité de la solution bureaucratique qu'il propose. Il faut aussi savoir sentir le pouls de l'opinion publique. »

Marcel Côté assure qu'il sait faire: à preuve, dit-il, son soutien au retour des Expos, qui a selon lui prouvé qu'il connaît les « préoccupations de monsieur et madame tout le monde ».

L'analogie au baseball n'est pas sans intérêt. Car si tout le monde accorde une avance à Denis Coderre dans cette course, Marcel Côté peut s'appuyer sur ce que disait Yogi Berra: ce n'est pas fini tant que ce n'est pas fini.

Le Devoir

Marcel Côté

Né le 29 juillet 1942 à Malartic
Formé en sciences économiques (maîtrise, Université Carnegie Mellon, Pennsylvanie, 1969) et en sciences physiques (baccalauréat à Ottawa, 1966).
Fellow du Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard (1986)
Cofondateur de la firme de conseil en gestion Secor en 1975
Conseiller de Brian Mulroney, Robert Bourassa et Jean Charest
Coauteur de plusieurs ouvrages en développement technologique et régional
Membre de plusieurs conseils d'administration, dont l'Orchestre symphonique de Montréal, le Festival Montréal en Lumière, la Compagnie de danse Marie Chouinard

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

L'Artisan du Store

CLAUDE BOUCHARD
514-231-8677
418-654-8677
819-696-8677
www.storesdequalite.ca

50% DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE

SUR MESURE
OPAQUES, SOLAIRES ou TRANSLUCIDE

- Stores motorisés
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Stores horizontaux de voilage
- Stores horizontaux de bois, de PVC, de métal
- Stores verticaux PVC
- Toiles pour verrière
- Persiennes
- Stores extérieurs
- Toiles solaires

TOILES SOLAIRES
• DÉCORATIVES
• MOTORISÉES

STORES HORIZONTAUX DE VOILAGE

STORES DE BOIS
• TILLEUL SELECT
• TEINTURE ESSUYÉE

PANNEAUX COULISSANTS
OPAQUES, SOLAIRES ET TRANSLUCIDES

ESTIMATION GRATUITE

Résidentielle et commercial

MONTRÉAL	514-231-8677
LAVAL	450-627-3716
LONGUEUIL	450-445-9829
QUÉBEC	418-654-8677
TROIS-RIV.	819-696-8677
REPENTIGNY	450-585-7577
TERREBONNE	450-437-4666
ST-SAUVEUR	450-227-7377
BROMONT	450-534-4377

C'EST PARTI !



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Selon Anie Samson, Denis Coderre est un «rassembleur», un «leader»: «Il a une équipe et il se mêle de tout. Il fait confiance, mais il a son droit de regard.»

L'aspirant-maire carbure aux contacts directs avec les citoyens. Il n'hésite pas à serrer la main à ceux qu'il croise dans la rue les invitant à voter pour son équipe et lui le 3 novembre.

DENIS CODERRE – ÉQUIPE DENIS CODERRE

La rue en guise de remontant

On le dit fort en gueule, populiste et coloré. Certains lui reprochent de manquer de vision, d'être un politicien de la vieille école et d'avoir dans son placard quelques squelettes hérités de son passé au Parti libéral du Canada. Mais Denis Coderre, lui, s'est mis en tête de partir à la conquête de Montréal en misant sur le style qui l'a fait connaître à Ottawa.

JEANNE CORRIVEAU

Denis Coderre est une redoutable bête de terrain. Rue de l'Église, Verdun, dimanche dernier. Après une escale à l'auditorium de Verdun, il faut se rendre à la station de métro, car le candidat à la mairie de Montréal doit participer aux festivités d'un club de *bocce* dans un autre arrondissement.

Sur papier, la distance à parcourir est courte, quelques minutes de marche tout au plus. Mais c'est sans tenir compte du facteur Coderre.

Le facteur Coderre, c'est l'irrépressible propension de l'homme politique à voir dans chaque piéton un électeur potentiel qui, le jour du 3 novembre, pourrait faire pencher le pouvoir en sa faveur. Tout le monde y passe: même les automobilistes stationnés, les chauffeurs de taxi et les itinérants qu'il aborde sans gêne.

Denis Coderre n'a pas besoin de faire un long préambule. La plupart des gens croisés dans Verdun ce jour-là le reconnaissent d'emblée.

Tout à coup, il s'arrête devant un restaurant. «On va y aller. Ça va être un hit!» L'arrêt n'est pas prévu au programme, mais qu'importe. Passant de table en table, il a un mot pour chacun, une blague et un inévitable rappel que le 3 novembre, il faut aller voter... pour lui et ses candidats. Il se permet même de s'asseoir à table quelques instants avec des clients comme s'il s'agissait de vieilles connaissances. Il se laisse prendre en photo et se prête aisément à l'autodérision, ne dédaignant pas, à l'occasion, de faire des blagues sur son tour de taille.

Quand il finit par ressortir du restaurant, son attachée de presse l'aiguille en direction du métro. Peine perdue, de l'autre côté de la rue, des clients d'une terrasse l'interpellent. Le voilà qui traverse la rue pour aller les saluer. Quelques poignées de main plus tard, il est reparti en direction du métro. On croit que cette fois, c'est la bonne.

Mais revoilà Denis Coderre qui traverse à nouveau la rue, expliquant à sa suite: «Il m'a regardé. Je vais aller le voir.» C'est qu'un piéton l'observe de loin, l'ayant vraisemblablement reconnu. Autre poignée de main, autre blague. Le candidat et son équipe parviendront finalement au métro.

La rue, encore et encore

Denis Coderre semble carburer à ce contact direct avec les citoyens. «Quand je suis down, je vais dans la rue», expliquera-

derre. «C'est un défi que vous aurez», réplique-t-elle.

Quelques fantômes

Député pendant 16 ans de la circonscription de Bourassa, ex-secrétaire d'État au Sport amateur, ancien ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et ex-président du Conseil privé de la reine, Denis Coderre s'est lancé à l'assaut de la mairie de Montréal en clamant être un «antidote au cynisme». Il se plaît à dire que sa notoriété est un atout dans la campagne électorale montréalaise et que les dossiers qu'il a gérés comme ministre ne sont pas si différents de ceux de la Ville.

Mais Denis Coderre compte quelques fantômes qui lui collent à la peau. Même s'il n'a pas été directement blâmé par le rapport de la commission Gomery, on lui reproche son amitié avec Claude Boulay, ancien président du groupe Everest, un des acteurs du scandale des commandites. Et ses détracteurs ne manquent pas de souligner qu'il a recruté plusieurs anciens membres d'Union Montréal.

«Il est près des gens. Il parle le même langage qu'eux», estime la mairesse de Villeray-Saint-Mi-

chel-Parc-Extension et proche collaboratrice, Anie Samson. À ses yeux, Denis Coderre a toutes les qualités du maire dont Montréal a besoin. C'est un «rassembleur», un «leader», selon elle: «Il a une équipe et il se mêle de tout. Il fait confiance, mais il a son droit de regard. Il écoute, et quand ça fait 15 minutes qu'on discute, il prend une décision.»

«C'est une personne qui a une intuition humaine admirable, commente une ancienne collègue à la Chambre des communes. Le citoyen qui l'approche pense qu'il lui voue une attention totale.» Denis Coderre est-il un Régis Labeaume, version montréalaise? «Oh non. Denis a beaucoup mieux intégré la nécessaire diplomatie du politicien», dit-elle.

Si Denis Coderre est élu, il saura se faire entendre de Québec et d'Ottawa, croit-elle: «Quand Denis dit qu'il sera incontournable, il sera incontournable. Il n'est pas timide. Montréal ne sera pas timide. Je pense que ce sera un très bon changement pour la métropole. [...] Ce n'est peut-être pas le plus grand penseur, ce n'est pas un intellectuel, mais il a la capacité d'aller chercher d'autres personnes qui

pourront l'alimenter.»

Mais en coulisse, certains ne s'étonnent pas que Denis Coderre ait choisi de faire le saut dans l'arène municipale, son avenir étant bloqué sur la scène fédérale et provinciale. «Au PLC, ils sont tous contents qu'il soit parti. Au PLQ, personne n'en voulait, souligne un membre influent du PLC. Il a trouvé sa niche et c'est tant mieux. Ce sera peut-être un moyen pour lui d'évoluer, d'aller plus loin... à moins qu'il rate son coup.»

La bataille commence

Entre deux rendez-vous, en voiture, on prend des nouvelles de la plateforme électorale que dévoile au même moment le chef de Coalition Montréal, Marcel Côté. Quelques bribes du programme filtrent au compte-gouttes sur le réseau Twitter.

Marcel Côté laissera les élus de son parti voter librement au conseil municipal, apprend-on: «Nous, on le fait déjà», réplique Denis Coderre avec une pointe de dédain.

Coalition Montréal créera un poste de commissaire à l'éthique: «Mon inspecteur général aura bien plus de pouvoir et il sera indépendant», tranche Denis Coderre.

Marcel Côté nommera des membres des autres partis à son comité exécutif: «Ont-ils peur de ne pas faire élire assez de candidats?», lance M. Co-

derre, plutôt fier de sa blague.

Pourtant, en public, Denis Coderre se targue de ne pas faire campagne «contre» ses adversaires. «On fait notre propre campagne. Je ne joue pas la game de la division», dit Denis Coderre.

La vraie bataille électorale a commencé vendredi. Lors de la réunion hebdomadaire de ses candidats le dimanche 15 septembre dernier au Patro Le Prévoist, Denis Coderre a servi une mise en garde à ses troupes: «Ça sent bon. Soyez fiers et confiants, mais ne tenez rien pour acquis. J'ai déjà gagné par 14000 voix, mais j'ai déjà perdu par 53.»

Le Devoir

Denis Coderre

Né le 25 juillet 1963 à Joliette

Diplômé en sciences politiques de l'Université de Montréal

Détenteur d'une maîtrise en administration pour cadres de l'Université d'Ottawa

Député du PLC dans Bourassa de 1997 à 2013

Fut ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, président du Conseil privé de la Reine et secrétaire d'État au sport amateur



LE LEADERSHIP au cœur de nos programmes

À Villa Maria, nous croyons fermement que chaque personne devrait avoir la chance de s'affirmer et de s'épanouir.

Voilà ce qui rend notre milieu d'éducation si exceptionnel. Villa Maria incite les filles à la réussite scolaire, développe leur estime de soi et les prépare à réaliser leurs rêves.

Intrigués? Venez découvrir nos nouveaux programmes conçus pour favoriser l'apprentissage et le développement personnel des filles... car Villa Maria, c'est l'expérience au féminin.

PORTES OUVERTES – SECTEUR FRANÇAIS

Samedi 21 septembre, de 13 h à 17 h

PORTES OUVERTES – SECTEUR ANGLAIS

Samedi 28 septembre, de 13 h à 17 h

VILLA MARIA

Filles d'ici. Femmes du monde.



ALLEZ VOIR CE QUE NOS ÉLÈVES DISENT DE LEUR ÉCOLE
www.villamaria.qc.ca

4245, boul. Décarie, Montréal • 514 484-4950

MONTREAL 2013...

RICHARD BERGERON – PROJET MONTREAL

La bataille d'un idéaliste

Richard Bergeron siège depuis huit ans à l'Hôtel de Ville. Il mène sa troisième campagne à la mairie. Le chef de Projet Montréal affirme que cette fois, la ville est mûre pour un virage important. Portrait d'un idéaliste qui doit convaincre la population qu'il peut se montrer pragmatique.

MARCO FORTIER

La rue Notre-Dame, à l'est du pont Jacques-Cartier, a un air de fin du monde: quatre voies d'asphalte à perte de vue. Des réservoirs de pétrole rouillés. Des voies ferrées. Des clôtures en métal. Le fleuve, si proche, se cache derrière une immense zone bétonnée.

«Ce terrain-là va devenir le plus beau quartier de Montréal», lance Richard Bergeron, candidat à la mairie. Ce matin-là, le chef de Projet Montréal nous fait visiter le secteur industriel qu'il veut convertir pour en faire le plus vaste chantier que la ville ait connu depuis l'Expo 67. Le quartier Entrée maritime et son réseau de tramway, une affaire de 7 milliards de dollars financée par les secteurs public et privé, remettrait Montréal sur la carte et redonnerait une fierté à cette ville malmenée, croit l'aspirant-maire.

«Si la ville de Brossard a développé le quartier DIX30, Montréal est bien capable de créer l'Entrée maritime», lance Richard Bergeron d'un ton passionné.

«Quand je regarde Montréal, je vois un immense potentiel. J'ai de l'ambition pour ma ville. C'est de ça que Montréal a besoin: un maire qui a de l'ambition. Comme Jean Drapeau à son époque.»

L'homme de 58 ans me tend une brochure qui montre en détail son quartier rêvé, sur les berges du Saint-Laurent. Tout est pensé, planifié, organisé: des maquettes montrent les tours de bureaux et d'habitations de 8 à 25 étages, les cafés, les petits commerces, les espaces verts, et la vue époustouflante sur le fleuve. En tournant les pages du document, on voit des esquisses du tramway — son obsession — qui longe la berge. Et un téléphérique qui relie Montréal au parc Jean-Drapeau et à Longueuil, sur l'autre rive.

Il imagine aussi un bâtiment phare qui pousserait sur la pointe est de l'île Sainte-Hélène, dans ce qui est un parking géant, et qui deviendrait la signature visuelle de Montréal. Un peu comme l'opéra de Sydney ou la tour Eiffel. Rien de moins. «Pourquoi pas? Bien sûr que c'est possible», dit-il.

La personnalité de Richard Bergeron tient dans ce cahier de 46 pages rempli de chiffres, de photos, de plans sophistiqués: l'aspirant-maire carbure aux grands projets. Sa passion, dans la vie, consiste à documenter les meilleurs exemples d'urbanisme à Barcelone, à Séoul, à Amsterdam ou à Vancouver, et à les imaginer à Montréal. Urbaniste et architecte, le chef de Projet Montréal connaît l'aménagement urbain

Richard Bergeron

Né en 1955 à Alma, au Lac-Saint-Jean
A vécu dans un orphelinat
En couple. Deux enfants, Guillaume, 29 ans, et Nadianie, 19 ans
Urbaniste, architecte, auteur
 Troisième candidature à la mairie de Montréal
 «J'ai de l'ambition pour ma ville. C'est de ça que Montréal a besoin: un maire qui a de l'ambition.»



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Les mesures prises par Projet Montréal dans certains arrondissements, on les aime ou on les déteste. Loin de s'excuser, Richard Bergeron soutient que

mieux que tous ses adversaires.

Un chef et son équipe

À sa troisième campagne à la mairie, Richard Bergeron est aussi le chef le plus expérimenté à l'Hôtel de Ville. L'administration municipale n'a plus de secrets pour lui. Il maîtrise tous les dossiers sur le bout des doigts. Ses proches restent tout de même à l'affût pour l'empêcher de faire des déclarations intempestives, ce qui lui a déjà joué des tours. Comme la fois où il a écrit que les attentats du 11 septembre 2001 relevaient d'un complot américain.

«Je me suis déjà arrangé pour me faire remarquer», dit en souriant l'aspirant-maire, lorsqu'on l'interroge sur ses coups de gueule. Pour le moment, lui et son entourage paraissent contrôler le message. Ils semblent sereins, malgré un sondage interne qui place Richard Bergeron au deuxième rang des intentions de vote, loin derrière Denis Coderre.

«Ça fait huit ans que je siège à l'Hôtel de Ville. Je suis tanné d'être dans l'opposition», m'a-t-il dit après avoir présenté son équipe de candidats de l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, sous un soleil de plomb, au parc Maisonneuve.

Projet Montréal était venu annoncer le recrutement de Guillaume Lavoie, analyste spécialisé dans la politique américaine. Un gars bien connu dans son milieu, qu'on peut décrire comme un candidat vedette. On pourrait dire la même chose d'autres nouveaux visages de la cuvée 2013 du parti: l'animatrice Marie Plourde (Plateau-Mont-Royal) et les universitaires Jason Prince (Sud-Ouest) et Janine Krieger (Ville-Marie)...

L'équipe de Projet Montréal a pris du galon. Son chef aussi, disent les militants que nous avons croisés en deux jours de tournée avec Richard Bergeron. Ce dernier est plus solide que l'image d'idéologue maladroit qui lui colle à la peau, note-t-on dans son entourage. «C'est un leader compétent, qui a fondé le seul parti d'idées à Montréal», dit le candidat Guillaume Lavoie.

Les maires d'arrondissement Luc Ferrandez (Plateau-Mont-Royal) et François Croteau (Rosemont-La-Petite-Patrie) ont démontré que Projet

Montréal sait gérer et pas juste critiquer, ajoute-t-il. Ces maires ont verdi les rues, agrandi des parcs, créé des pistes cyclables et géré les fonds publics de façon responsable. Aucun scandale de corruption, dans ce parti allergique à l'influence politique des entreprises.

La nécessité d'agir

Louise Harel reconnaît plein de qualités à Projet Montréal et à son chef. Elle est d'accord avec plusieurs éléments du programme de son adversaire. Les deux partis visent la même clientèle et ont même envisagé de fusionner dans le passé. Le problème, c'est le style de Richard Bergeron, selon la chef de Vision Montréal. «Je me méfie des gens comme Richard qui ont des certitudes absolues, dit-elle. Ce que je lui reproche le plus, c'est sa pensée manichéenne. Si vous pensez autrement que lui, vous avez tort.»

Les résidents du Plateau ont goûté aux «certitudes» de Projet Montréal. Des vignettes de stationnement imposées contre la volonté des citoyens. Des rues à sens unique remaniées sans véritable consultation. Des mesures qui ne laissent personne indifférent. On aime ou on déteste. Loin de s'excuser, Richard Bergeron soutient que les politiciens sont élus pour agir. D'autant plus s'ils appliquent à la lettre leur programme électoral, comme sur le Plateau.

Une de ses idoles est l'ancien maire de Séoul, Lee Myung-bak. Il s'est fait élire en 2002 en promettant de démanteler la plus grande autoroute de la ville, construite sur un ancien canal, et de transformer les lieux en parc urbain. «Deux ans après avoir été élu, il avait tenu promesse. Il n'a fait aucune étude avant d'agir: les études auraient conclu que son projet était impossible!»

Toutes les villes qui ont connu une «renaissance» ont eu besoin de leaders hors normes comme Lee Myung-bak, Michael Bloomberg, Jean-Paul L'Allier ou Bertrand Delanoë, souligne le chef de Projet Montréal. «Est-ce qu'on peut enfin élire quelqu'un de compétent à Montréal? On élit des gens qui ne connaissent rien! Gérald Tremblay ne connaissait tellement rien. Si les élus sont une bande d'incompétents, tu ouvres la porte aux

abus. Le pouvoir est transféré aux fonctionnaires et aux promoteurs immobiliers», m'a dit Richard Bergeron, en grillant une cigarette à son condo situé en plein centre-ville. «J'ai essayé au moins 100 fois d'arrêter de fumer. Le problème, c'est que j'aime ça.»

Si j'avais un char

Il a dessiné lui-même le vitrail qui trône au-dessus de la porte d'entrée: deux imposantes fleurs de lys entourées de jaune (la religion), de vert (nos racines irlandaises) et de rouge (le Canada). Tous les midis, il vient manger chez lui, à deux pas de l'hôtel de ville. Un sandwich jambon fromage avec un «gros dessert».

La cigarette ne l'empêche pas de courir cinq fois par semaine. Il a fait une douzaine de marathons et de demi-marathons. «Le jogging me relaxe. J'entre dans ma bulle, je réfléchis.»

Nous repartons en tournée électorale à bord de la Chevrolet Cobalt du conseiller économique de Projet Montréal, Tim Fournier, qui sert de chauffeur ce jour-là. Oui, Richard Bergeron se déplace en voiture, même s'il n'en possède pas depuis 1983. Par choix. Vous le savez: pour lui, le char, c'est mauvais pour la société. Mais il entretient une relation d'amour-haine avec la voiture: «Il faut renoncer à notre lien identitaire avec la voiture, mais pas au fun de conduire. Je suis abonné à Communauto et je loue souvent des autos. Je lis tous les guides de l'auto d'un couvert à l'autre. Je sais de quoi je parle. Ça fait 30 ans que j'étudie l'industrie automobile, j'ai écrit 1000 pages là-dessus. Mais il y a des gens qui disent que je suis un illuminé.»

Tiens, nous arrivons à notre rendez-vous, rue Ontario, près de Saint-André. Un passant sursaute en voyant Richard Bergeron s'allumer une cigarette en sortant de la Chevrolet rouge. «Vous roulez en voiture, vous? Et vous fumez en plus. Je ne suis pas fier de vous», lance le monsieur avant de tourner les talons.

Richard Bergeron hausse les épaules. Pas question de se laisser déconcentrer. Il livre la plus importante bataille de sa vie.

Le Devoir



ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

Obtenez **15%** de rabais!

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valide du 21 septembre au 31 décembre 2013)

- Plus de **5,000** abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555

Laval : 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280

www.abatjourillimites.ca

Le Devoir

Papeterie
Casse - Noisette

Papier Lalo - papiers St-Gilles - Cartes - Plumes
 Stylos - Livres d'or - Albums de photos

L'AGENDA MODERNE — agendas MIGNON

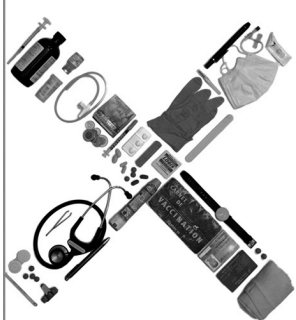
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
 du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
 les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Événement à venir les 14 et 15 novembre à l'Université de Montréal

Les Programmes de bioéthique vous invitent à participer au Colloque

ENJEUX ÉTHIQUES LIÉS À LA LIMITE DES RESSOURCES ET À SES IMPACTS SUR LE SYSTÈME DE SANTÉ



Université de Montréal

IRSC CIHR
 Institut de recherche en santé du Canada
 Canadian Institutes of Health Research

Réseau de recherche en santé des populations du Québec

OMICS ETHICS

axe éthique et santé des populations

Pour consulter le programme et s'inscrire:
 www.bioethique.umontreal.ca

Groupe de Recherche en Éthique et Reproduction

IRSPUM
 Institut de recherche en santé publique
 Université de Montréal

CRCHUM
 Centre de recherche

CRÉUM
 Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal

AÉBiUm
 bioéthique

Nos commanditaires que nous remercions vivement, et plus spécifiquement à l'Université de Montréal, le Vice-rectorat aux études, le Vice-rectorat à la recherche, à la création et à l'innovation, la Faculté de médecine, le Département de médecine sociale et préventive.

ACTUALITÉS

Québec économiserait des millions en passant aux logiciels libres, soutient l'IRIS

FABIEN DEGLISE

Libre et plus économique. Si le gouvernement du Québec avait opté pour des logiciels libres lors de sa plus récente mise à jour des systèmes informatiques, dont le contrat a été accordé de gré à gré à la multinationale américaine Microsoft, il aurait pu réaliser des économies évaluées à 265 millions de dollars. C'est en tout cas ce qu'indique une note socio-économique publiée vendredi par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) qui invite au passage Québec à regarder davantage dans la direction du « libre » pour réduire ses dépenses et assurer la « souveraineté numérique » de l'appareil administratif provincial.

Pour souligner la Journée internationale du logiciel libre, célébrée ce matin partout sur la planète techno, le groupe de penseurs, radicalement à gauche, en appelle à la démarginalisation du logiciel libre, ces applications dont la licence permet une utilisation sans restriction, contrairement aux solutions dites privées — comme celles offertes par Microsoft —, qui s'accompagnent de coûts récurrents et de contraintes d'utilisation. L'informatique libre, comme en témoignent plusieurs adoptions dans le monde, induit pour sa part des réductions de dépenses publiques substantielles.

265 millions d'économies

L'IRIS en veut pour preuve le renouvellement récent des systèmes informatiques de 738 000 postes de travail de la fonction publique. Les secteurs de l'éducation et de la santé étaient aussi dans le lot. Le tout pour une facture totale de 1,4 milliard de dollars versés principalement à des compagnies spé-



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement a commencé à tester les logiciels libres au ministère de l'Immigration. Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale Stéphane Bédard dresse un bilan positif de cette première tentative.

cialisées dans le logiciel privatif, comme Microsoft. « S'il avait opté pour des logiciels libres », Québec aurait du coup opté pour une facture moins élevée de 265 millions, « soit 19% du montant total » directement lié au paiement de licences, a indiqué Stéphane Couture, chercheur à l'IRIS et auteur de la note. « C'est là une évaluation bien conservatrice d'ailleurs, car, en Finlande, une transition vers des logiciels libres [au ministère de la Justice] a permis des économies de plus de 70% par rapport au coût des logiciels propriétaires. »

Dans son analyse, qui reconnaît

ses propres faiblesses — le peu d'informations du gouvernement sur le sujet et le manque d'études vastes et comparatives des coûts du libre opposé au privatif —, l'IRIS souligne toutefois que 26 ministères et organismes du Québec ont eu, en 2012 et 2013, des dépenses en logiciels montant à 14,3 milliards de dollars. Or, sur la base d'une étude de faisabilité commandée en 2008 par la Ville de Québec, le simple passage d'une suite bureautique privative comme Office à une version libre permettrait à un organisme public de réaliser des réductions de 44% ses dé-

penses en logiciels, et ce en tenant compte du matériel et de la formation de la main-d'œuvre. Appliquée au total des dépenses en logiciels de l'État, cette règle mathématique pourrait entraîner une économie théorique de 6,2 milliards de dollars en fonds publics.

Dépendance technologique

« Les logiciels propriétaires contribuent à perpétuer la dépendance technologique du gouvernement », poursuit M. Couture. Les gouvernements qui font le choix des logiciels libres contribuent à la souveraineté numérique des institutions publiques en brisant le cercle de dépendance quant aux technologies propriétaires, développées à l'étranger et dont les spécifications restent opaques à l'intérêt public. »

En avril dernier, Québec s'est engagé à faire plus de place aux logiciels libres dans son écosystème informatique. Un projet pilote est d'ailleurs en cours au ministère de l'Immigration, où 40 postes de travail ont été mis à l'heure du libre, soit 0,005% des postes récemment placés sous l'emprise de Microsoft pour les cinq prochaines années. Dans la foulée, le gouvernement, tout en ayant mis au monde un Centre d'expertise en logiciel libre qui vise à faciliter l'intégration de ce type de logiciel dans l'appareil gouvernemental, a lancé cet automne une consultation afin d'identifier « les freins » dans l'utilisation du logiciel libre dans l'administration publique. Vendredi, par la voix de son ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Stéphane Bédard, Québec a dressé un bilan positif de sa lente appropriation du logiciel libre.

Le Devoir

ACCIDENT À OTTAWA

Le train n'est pas en cause

Ottawa — Alors que le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) indique que la voie ferrée et le train de Via Rail ne sont pas en cause dans la tragédie de mercredi qui a coûté la vie à six personnes, son enquête se tourne maintenant vers l'autobus municipal d'Ottawa qui l'a percuté à un passage à niveau.

Le BST rapporte dans ses résultats préliminaires d'enquête que les barrières au passage à niveau étaient abaissées avant l'accident, que les feux de signalisation étaient activés et que la cloche a fonctionné normalement. Le conducteur du train a par ailleurs appliqué les freins d'urgence deux secondes avant l'impact, a indiqué Rob Johnston, un responsable des enquêtes au BST.

« Nous n'avons pas identifié quelque problème que ce soit avec le train ou avec la condition des rails qui aurait pu contribuer à l'accident », a affirmé M. Johnston.

Le bus à l'examen

L'organisme fédéral chargé de l'enquête indique que plusieurs étapes doivent encore être accomplies dans le cadre de son investigation, notamment l'analyse de l'enregistreur de données de l'autobus et les facteurs qui auraient pu affecter le rendement et la vision du chauffeur. Cinq hommes et une femme ont péri dans cette tragédie.

La Presse canadienne

Le serment à la reine n'enfreint pas la Constitution

Le fait d'obliger les candidats à la citoyenneté canadienne à prêter serment à la reine Elisabeth II n'enfreint pas la Constitution, selon une décision rendue par la Cour supérieure de l'Ontario vendredi. Le juge Edward Morgan a ainsi rejeté une requête provenant de trois résidents permanents qui estimaient que cette exigence était discriminatoire et injuste. Le magistrat a expliqué que le serment de citoyenneté était une formule qui était protégée par la Constitution comme étant une « limite raisonnable » à la liberté d'expression. Il a ajouté que le serment n'enfreignait pas les droits à l'égalité et à la liberté de culte.

La Presse canadienne

TÉLUQ
L'université. Aujourd'hui.

PROGRAMME SENS ET PROJET DE VIE

Une occasion unique de réfléchir au sens de la vie

Vous arrivez à un tournant de votre vie, la retraite ou une réorientation professionnelle, par exemple. Vous vous questionnez sur ce que vous voulez devenir.

Le programme court de 2^e cycle Sens et projet de vie, offert conjointement par trois universités du réseau de l'Université du Québec (TÉLUQ, UQAR et UQTR), vous permettra de préciser votre projet de vie.

Programme universitaire de 15 crédits – Rencontres de groupe et études à distance

COURS

- Partage de sens et dialogue
- Histoire de vie et construction de sens
- Trajectoires personnelles et sociales
- Sens et projet : définition et anticipation
- Sens et projet : planification et mise en œuvre

Venez vous informer et rencontrer l'équipe de professeurs.

SÉANCES D'INFORMATION	
À QUÉBEC	À MONTRÉAL
Le mardi 1 ^{er} octobre, à 19 h	Le jeudi 3 octobre, à 19 h
Salle 2332 du 455, rue du Parvis	Amphithéâtre (salle 11.051) du 5800, rue Saint-Denis, bureau 1105

Date limite d'admission pour le trimestre d'hiver : 29 novembre 2013

Pour en savoir plus

1 888 843-4333

www.teluq.ca/sensprojetvie



Jean Gagné, professeur responsable du programme à la TÉLUQ

ACTUALITÉS

ÉLECTIONS ALLEMANDES (3 DE 3)

Avec qui gouvernera Angela Merkel ?

La réélection de la chancelière ne semble pas faire de doute. Reste à savoir avec qui elle partagera les quatre années à venir. Toute l'Europe est suspendue au choix de l'Allemagne.

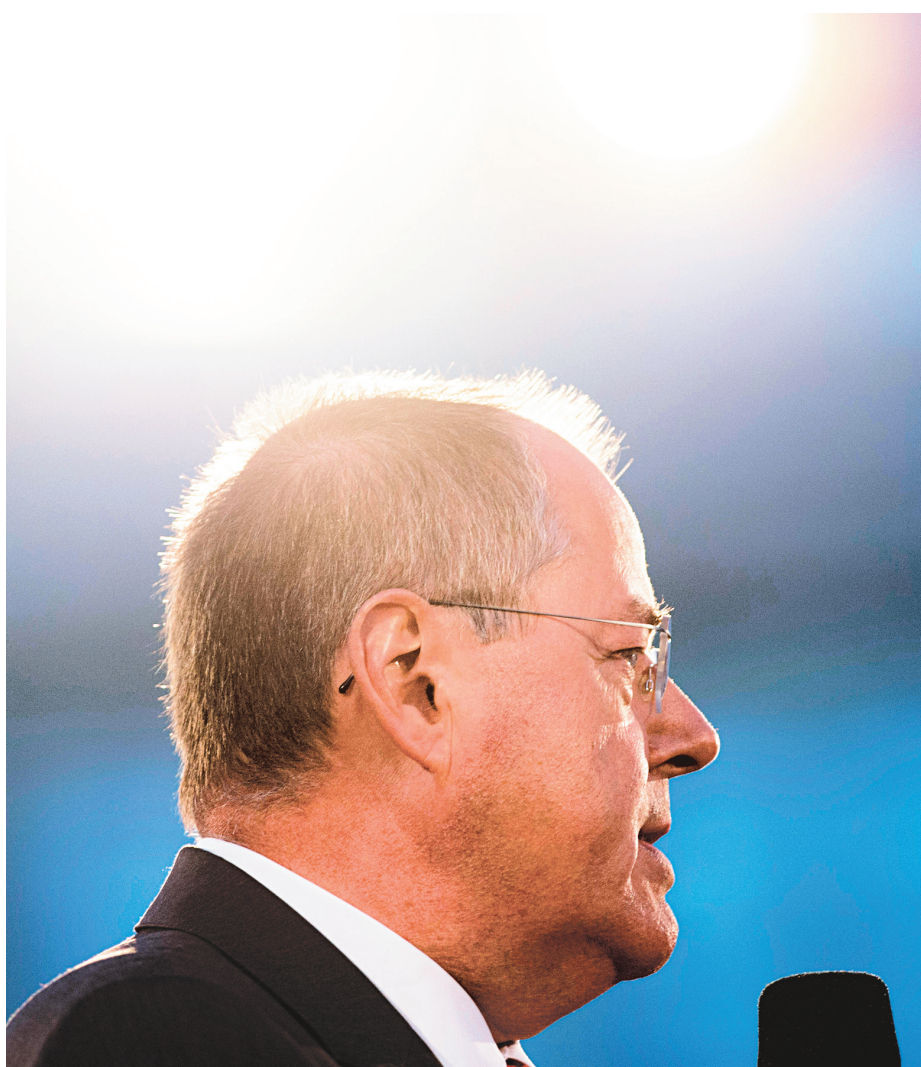
CHRISTIAN RIOUX
à Berlin

On se serait cru à la belle époque de la RDA. Alexanderplatz, l'ancien lieu de rassemblement de Berlin-Est, était noire de monde. C'est sur cette place mythique à l'architecture communiste surannée que le candidat social-démocrate (SPD) Peer Steinbrück avait choisi de tenir sa dernière assemblée électorale. Celui qui s'est fait remarquer par un doigt d'honneur à la une du *Süddeutsche Zeitung Magazin*, et qui tire de l'arrière derrière Angela Merkel (CDU), n'a pas hésité à ironiser. Quand on conduit prudemment, dit-il, « on ne percute rien [...] On conduit sans accident. Ce n'est pas mon cas, je le reconnais ».

Peut-être faudrait-il plutôt parler d'un carambolage pour celui qui s'est aussi fait remarquer par les millions que lui rapportaient ses conférences, alors qu'il disait trouver insuffisant le salaire du chancelier (230 000 \$ l'an). Malgré une campagne de proximité inédite, les sociaux-démocrates semblent toujours aussi démunis face à une chancelière qui surfe sur la prospérité allemande et recueille un taux de satisfaction de 65%. Les plus récents sondages créditent Merkel de 38% des voix, au moins dix points devant son rival social-démocrate.

Pourtant, dans un fin de parcours, l'inquiétude a surgi. Et si les électeurs de droite se laissent convaincre de sauver les alliés libéraux (FDP) menacés de disparaître depuis leurs résultats catastrophiques aux élections de Bavière? Jeudi, la CDU a expédié 5 millions de lettres demandant à ses électeurs de ne surtout pas disperser leurs votes. On a même appelé le père de la réunification Helmut Kohl à la rescousse.

Paradoxalement, si la victoire d'Angela Merkel ne semble pas faire de doute, « rarement le résultat d'une élection allemande aura été aussi difficile à prévoir », dit Heribert Dieter. Le politologue berlinois ne serait pas sur-



Le social-démocrate Peer Steinbrück risque d'être la deuxième tête de la coalition.

pris que les négociations pour former une coalition durent des semaines, puisque, pour la première fois de leur histoire, les électeurs allemands pourraient envoyer six partis au Parlement.

Tout l'enjeu de cette élection réside en effet dans la détermination de la coalition que devrait diriger Angela Merkel. Selon sa composition, elle sera plus ou moins teintée à droite ou à gauche. La décision est attendue impatiemment dans toute l'Europe où, après la traversée du désert, on rêve d'une politique de relance économique que seule l'Allemagne serait en mesure d'offrir.

Le FDP au pied du mur
Avec un résultat estimé à 6%,

les alliés traditionnels d'Angela Merkel, les libéraux du FDP, pourraient connaître une défaite historique. Il n'est pas exclu pour l'instant, même si cela serait surprenant, qu'ils n'obtiennent pas les 5% nécessaires pour avoir des députés au Bundestag. « Dîner pour un », titrait

Tout l'enjeu de cette élection réside en effet dans la détermination de la coalition que devrait diriger Merkel

le quotidien *Die Zeit* en caricaturant Angela Merkel seule à table. Or, même à 6%, le FDP pourrait ne pas offrir à Merkel suffisamment de députés pour former une majorité.

« Gouverner avec les libéraux sera toujours le premier choix de Merkel », dit le politologue berlinois Gero Neugebauer. Elle les connaît comme si elle les avait fabriqués. Avec un FDP sur les genoux, elle pourra faire ce

qu'elle veut. Les libéraux sont entrés au gouvernement en promettant de réduire les impôts, ils ont fait le contraire. Aujourd'hui, les électeurs leur rendent la monnaie de leur pièce. »

On se doute qu'une partie des électeurs du FDP et de la CDU opteront pour le nouveau parti Alternative für Deutschland (AFD), qui veut démanteler l'euro. Mais, faute de sondages sur une longue période, les chiffres restent incertains. L'entrée au Parlement des euro-sceptiques, crédités de 5% des voix par le tabloïd *Bild*, serait une petite révolution. « C'est loin d'être exclu », dit Neugebauer. L'Allemagne est un pays riche qui veut garder son argent pour lui. »

Jamais Merkel n'acceptera de nouer une alliance avec un parti aussi sulfureux. Pour compléter sa majorité, elle préfé-

Christof Stache Agence France-Presse
La composition de la coalition que dirigera Merkel demeure incertaine.

« Gouverner avec les libéraux sera toujours le premier choix de Merkel. Elle les connaît comme si elle les avait fabriqués. Avec un FDP sur les genoux, elle pourra faire ce qu'elle veut. »

Gero Neugebauer, politologue

rait certainement se tourner vers les Verts. Un parti aujourd'hui amputé de la moitié de son programme, puisque la chancelière a tranché en faveur de la sortie du nucléaire.

Une coalition noire-rouge

Dimanche, la chancelière pourrait ne pas avoir d'autre choix que de gouverner avec les sociaux-démocrates. Exactement comme lors de son premier mandat en 2005. Mais, cette fois, elle serait en position de force. C'est le scénario favori des électeurs allemands. Cette « *große Koalition* » serait d'autant plus possible que la chancelière a recentré son programme en optant pour la création d'un salaire minimum et une limitation des hausses de loyer.

Le candidat SPD Peer Steinbrück a déjà annoncé qu'il ne participerait pas à une telle coalition, mais son parti ne devrait pas hésiter. La rumeur veut que les négociateurs du SPD aient déjà été désignés. « C'est pour-

tant le pire des scénarios pour les sociaux-démocrates, dit Neugebauer. En 2005, l'expérience avait été catastrophique. » La gauche du parti avait alors fait sécession pour fonder le parti d'extrême gauche Die Linke. Il avait fallu rebâtir le parti. Dans les circonstances, Heribert Dieter n'hésite pas à prédire la démission de Peer Steinbrück et du président du parti Sigmar Gabriel. La place serait libre pour les prétendants, dit-il, comme la présidente de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Hannelore Kraft, et le maire de Hambourg, Olaf Scholz.

Cette alliance noire-rouge est la favorite des Français et de plusieurs capitales du sud de l'Europe aujourd'hui épuisées par l'austérité. Le président François Hollande, qui a récemment évité les gestes de soutien trop évidents envers ses amis du SPD, ne cache pas qu'il attend une relance de la consommation outre-Rhin. Selon Kai-Olaf Lang, de l'Institut allemand de politique internationale, les Français rêvent peut-être en couleur, mais « il est certain qu'une coalition avec les sociaux-démocrates faciliterait la relance du couple franco-allemand et de l'Europe. Sans abandonner ses exigences en matière d'équilibre budgétaire, l'Allemagne pourrait se montrer plus favorable à la relance. De toute façon, cet affrontement entre la France et l'Allemagne ne peut pas durer. Il faudra trouver un compromis ».

Pour la majorité des analystes, une alliance entre tous les partis de gauche (SPD, Verts et Die Linke) demeure toujours inimaginable, même si leurs voix additionnées pourraient frôler la majorité. Aucun parti allemand n'est encore prêt à s'aventurer avec Die Linke, issu de l'ancien parti communiste de RDA et qui réclame le démantèlement de l'OTAN.

Seule certitude, dimanche soir, Angela Merkel devrait demeurer seule maîtresse du jeu. Ce troisième mandat sera-t-il celui où elle voudra laisser quelque chose, un héritage? La question étonne Gero Neugebauer: « Mais pourquoi serait-ce le dernier mandat de Merkel? Helmut Kohl a fait cinq mandats. Pourquoi n'en ferait-elle pas autant? » L'Allemagne n'en a pas fini avec celle que Kohl surnommait avec un petit air hautain la « *gamine* »!

Le Devoir

Sophie
DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

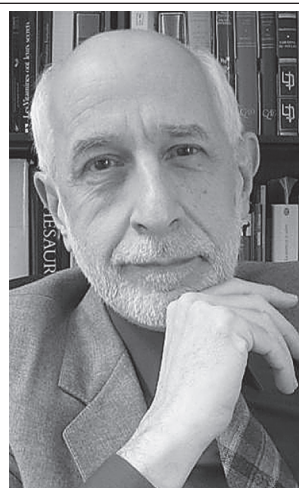
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE514-861-0630
VIEUX-MONTRÉALCONGRÉGATION DE
NOTRE-DAME
Education libératrice - Liberating Education
真の自由への教育 - Educación liberadora

Vous êtes cordialement invités...

À la journée « Portes ouvertes » à la Maison mère
de la Congrégation de Notre-DameDimanche le 22 septembre 2013,
de 13 h à 17 h2330, Sherbrooke Ouest, Montréal, QC
métro Atwater ou autobus 24 (pas de stationnement)
Entrée libreDécouvrez 100 ans d'histoire... 100 ans de vie!
Architecture - Art - Histoire - Religion - SociétéAu plaisir de retrouver nos anciennes élèves
de l'École normale et du Secretarial College!

www.cnd-m.org/100

communication@cnd-m.org



Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

7 COLLECTIONS
UNIVERSITAIRES
ÉTONNANTES
ET LES COUPS DE CŒUR
DE MICHEL DALLAIREM et
MONT
MERVEILLEScentre d'exposition
Université
de MontréalJusqu'au 8 décembre 2013
Mardi, mercredi, jeudi et dimanche,
de 12 h à 18 h
ENTRÉE GRATUITE2940, ch. de la Côte Ste-Catherine,
local 0056
514 343-6111, poste 4694
www.expo.umontreal.ca

Partenaire en titre

Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

En collaboration avec:
HEC MONTRÉALCanadian
HeritageLe Centre d'exposition reconnaît la contribution du ministre du Patrimoine canadien
par le programme Jeunesse Canada au travail dans le financement de ce projet.POLYTECHNIQUE
MONTRÉALUniversité
de MontréalLES GRANDES
CONFÉRENCES
DU CENTRE ST-PIERRE

HERVÉ KEMPF

Fin de l'Occident, naissance du monde

Cette conférence propose de regarder le cœur du problème qui se pose à la société humaine en ce début du XXI^e siècle : les contraintes écologiques interdisent que le niveau de vie occidental se généralise à l'échelle du monde. Il devra donc baisser pour que chacun ait sa juste part. Comment allons-nous vivre cette mutation? Cette conférence captivante et à rebours du discours dominant nous invite à une dérangeante lucidité.

JEUDI 26 SEPTEMBRE 2013, 19 H

ROSE-MARIE CHAREST
Conciliation travail-Famille

Saviez-vous que tenter de concilier travail et famille, c'est aussi tenter de concilier les différentes parties de soi? Que prendre ses responsabilités demeure le meilleur traitement à la culpabilité? Cette conférence nous rappelle que prendre soin de soi constitue un geste responsable envers ses proches. Conciliation travail-famille : un défi qu'il est possible de relever malgré ses exigences.

MERCREDI 23 OCTOBRE 2013, 19 H

COÛT : 20 \$ | Payables au moment de l'inscription. Ces frais sont non remboursables, sauf en cas d'annulation par le Centre.

Métro Beaudry

www.centrestpierre.org · 514-344-3561 POSTE 600 · 1212, rue Panet, Montréal (Québec)

C'EST COMME VOUS VOULEZ



MARCHÉS DE NOËL À PRAGUE
PRAGUE
➤ 8 JOURS/8 REPAS
➤ DÉPARTS GARANTIS ET ACCOMPAGNÉS
28 NOVEMBRE; 2 ET 7 DÉCEMBRE 2013

À PARTIR DE **1739 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 610 \$ incluses



ISRAËL : DE JÉRUSALEM À LA MER MORTE
JÉRUSALEM • NAZARETH • TABGHA • FLEUVE JORDAIN • HAIFA • ACRE • MASADA • MER MORTE
➤ 9 JOURS/14 REPAS
➤ DÉPARTS
16 MARS; 7 SEPT. ET 26 OCT. 2014

À PARTIR DE **3359 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 590 \$ incluses



GRAND TOUR DE LA TUNISIE
HAMMAMET • TABARKA • DJERBA • TATAOUINE • DOUZ • TOZER
➤ 16 JOURS/31 REPAS
➤ DÉPARTS GARANTIS
16 OCT. 2013; 6 FÉV.; 27 FÉV.; 20 MARS 2014
➤ AUTRES DÉPARTS
7 NOV.; 5 DÉC. 2013; 3 AVRIL; 8 ET 22 MAI 2014

À PARTIR DE **2069 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 400 \$ incluses



ROSE DES SABLES
HAMMAMET • TATAOUINE • KSAR GUILANE • TOZER
➤ 11 JOURS/20 REPAS
➤ DÉPART DE NOËL 21 DÉCEMBRE 2013
➤ SEMAINE DE RELÂCHE 1^{er} MARS 2014
➤ DÉPART DE PÂQUES 19 AVRIL 2014
➤ AUTRES DÉPARTS DISPONIBLES

À PARTIR DE **1729 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 400 \$ incluses



GRAND TOUR DU MAROC
CASABLANCA • FÈS • BENI MELLAL • MARRAKECH • ZAGORA • ERFOUD • TINGHIR • OUARZAZATE
➤ 16 JOURS/28 REPAS
➤ DÉPARTS GARANTIS
5 ET 19 OCT. 2013; 1^{er} ET 22 MARS; 2014
➤ AUTRES DÉPARTS
2 ET 30 NOV. 2013; 4 JANV.; 1^{er} ET 15 FÉV. 2014

À PARTIR DE **2489 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 410 \$ incluses



SUR LES TRACES DES INCAS
LIMA • AREQUIPA • CHIVAY • PUNO • CUZCO • VALLÉE SACRÉE DES INCAS
➤ 13 JOURS/29 REPAS
➤ DÉPARTS GARANTIS
15 ET 22 NOV. 2013; 24 JANV.; 14 ET 28 FÉV.; 14 MARS; 11 ET 25 AVRIL; 9 ET 23 MAI; 4 ET 18 JUILL.; 8 ET 29 AOÛT; 12 ET 26 SEPT.; 3, 17 ET 31 OCT.; 14 NOV. 2014

À PARTIR DE **3289 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 520 \$ incluses



CHARMES DU VIËTNAM
HANOÏ • BAIE D'HALONG • NINH BINH • HUÉ • HOI AN • HO CHI MINH
➤ 13 JOURS/28 REPAS
➤ DÉPARTS GARANTIS
5 ET 26 NOV.; 3 ET 10 DÉC. 2013; 7, 14 ET 21 JANV.; 4, 11, 18 ET 25 FÉV.; 4, 11, 18 ET 25 MARS; 8, 15, 22 AVRIL; 6 ET 20 MAI; 3 JUIN; 1^{er} ET 29 JUILL. 2014

À PARTIR DE **3069 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 500 \$ incluses



MAGIE DE L'INDE DU NORD
DELHI • JAIPUR • BIKANER • JAISALMER • DHECHU • JOJAWAR • UDAIPUR • KISHANGARH • AGRA • KHAJURAHO • VARANASI
➤ 16 JOURS/39 REPAS
➤ DÉPARTS GARANTIS
1^{er} ET 8 DÉC. 2013; 5, 12, 19 ET 26 JANV.; 2, 9, 16 ET 23 FÉV.; 2, 9, 16, 23 ET 30 MARS; 6, 13, 20 AVR. 2014

À PARTIR DE **3639 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 740 \$ incluses



Circuits exclusifs CAA-Québec

AFRIQUE DU SUD
RÊVES AFRICAINS
➤ 19 JOURS/45 REPAS
➤ HÔTELS 3★ ET 4★
➤ DÉPART : 4 FÉVRIER 2014

À PARTIR DE **6699 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 701 \$ incluses



KENYA, TANZANIE ET ZANZIBAR
AU COEUR DE LA VIE SAUVAGE
➤ 15 JOURS/34 REPAS
➤ HÔTELS 3★, 4★ ET 5★
➤ DÉPART : 5 NOVEMBRE 2014

À PARTIR DE **6899 \$*** ✈️
par pers. / taxes de 660 \$ incluses



*Départ de Montréal. Prix par personne en occupation double, basé(s) sur la meilleure classe de service de vols disponible au moment de la réservation et sous réserve de disponibilité de la portion terrestre sur le/les départ(s) suivant(s): Marchés de Noël à Prague : 28 nov. // Israël: De Jérusalem à la mer Morte : 16 mars // Grand tour de la Tunisie : 5 déc. // Rose des sables: 1^{er} mars // Grand tour du Maroc : 4 janv. // Sur les traces de incas : 22 nov. // Charms du Vietnam : 14 janv. // Magie de l'Inde du nord : 6 avr. : Prix incluant les vols, les transferts, le circuit et ses composants, les taxes et frais aéroportuaires toutes promotions calculées et le rabais de 320\$ (promotion Réservez-tôt avant le 15 décembre : 200\$, promotion Paiement comptant : 60\$, et promotion Client fidèle : 60\$). Ces rabais ne s'appliquent pas aux circuits exclusifs CAA-Québec. 1^{er} Départ(s) accompagné(s) avec un minimum de 20 participants. Prix en vigueur au moment de l'impression (20 sept. 2013) et sujet(s) à changement en tout temps sans préavis. Applicable(s) sur toute nouvelle réservation individuelle effectuée entre le 21 et 23 septembre 2013. Certains pays exigent des visas obligatoires pour votre séjour. Veuillez vous informer. Renseignements sur nos services et inclusions en page 4 et 5 de la brochure Transat Découvertes 2013-2014. Transat Découvertes est une division de Transat Tours Canada inc. et est titulaire d'un permis du Québec (n° 825121). Les promotions Dollars CAA-Québec sont réservées aux membres CAA-Québec. Certaines conditions s'appliquent. Détails sur caaquebec.com. Voyages CAA-Québec détient un permis du Québec.

ACTUALITÉS

ÉLECTIONS

SUIITE DE LA PAGE 1

torale dans la plus grosse ville du Québec prend une importance particulière, après une décennie marquée par des scandales de collusion et de corruption. Les principaux candidats à la mairie de Montréal ont lancé vendredi leurs campagnes en promettant de réparer le lien de confiance avec la population.

« C'est la campagne électorale la plus importante des 25 dernières années. Montréal a besoin d'un virage important », a dit Richard Bergeron, chef de Projet Montréal, dans une entrevue récente au *Devoir*. Il en est à sa troisième tentative de conquérir la mairie.

Denis Coderre, considéré comme le meneur dans la course, a de son côté lancé sa campagne lors d'une soirée à la TOHU, dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Fait inusité, l'ancien député fédéral fera campagne sans aucune affiche électorale. « Une pancarte, ça vote pas », a déclaré vendredi M. Coderre. Il mise sur sa notoriété pour se faire élire.

Mélanie Joly, de la formation Vrai changement pour Montréal, a été la première chef de parti à déposer sa candidature au greffe de l'Hôtel de Ville, en matinée. La veille, elle avait présenté neuf nouveaux membres de son équipe, ce qui portait à 39 le nombre de ses candidats.

Marcel Côté, chef de la Coalition Montréal, a promis une réforme en profondeur de la gou-

vernance dans la métropole. L'éditeur Michel Brûlé a aussi sauté dans la course, mercredi, en présentant 15 candidats de son nouveau parti, appelé Intégrité Montréal.

« On aurait pu penser que le climat de scandale qui flotte au-dessus du monde municipal aurait alimenté le cynisme. Au contraire, ça semble stimuler des gens à se mêler de la gestion municipale », dit Denis Dion, porte-parole du DGE. L'organisme qui supervise les élections a reçu 74 demandes d'autorisation de nouveaux partis depuis le début de l'année, contre 37 au moment du dernier scrutin municipal. Pas moins de 162 partis sont enregistrés au Québec.

Il reste à voir si l'engouement pour les candidatures se reflétera dans les bureaux de vote. Le taux de participation aux élections municipales de 2009 avait été d'à peine 45% au Québec et de 39,5% à Montréal.

Campagne minceur

La campagne qui s'amorce dans les 1103 villes québécoises sera une des moins coûteuses de l'histoire récente. Les sources de financement des partis municipaux se sont taries sous l'effet des scandales éthiques. Les militants hésitent désormais à financer les partis. Pour bien des gens, il est devenu louche de contribuer à une caisse électorale.

Le gouvernement a réformé le financement des partis municipaux, dans le but d'empêcher les dons illégaux. La limite des dépenses électorales autorisées a baissé de 30%. Les dons maximaux sont passés de 1000\$ à 300\$ par personne. En contrepartie, l'État rembourse 70% des dépenses électorales des candidats, contre 50% auparavant.

Le résultat net, c'est que « les partis politiques municipaux s'appauvrissent depuis cinq ans », note Denis Dion, du DGE. « Si le financement public n'augmente pas, ça peut être tentant [pour les partis] de recourir à des mécanismes de financement illégaux. »

Le porte-parole du DGE rappelle que le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, s'est engagé à réformer pour de bon le financement des partis municipaux, après le scrutin du 3 novembre. « On aura un œil sur la réforme que le ministre Gaudreault a promise après les élections municipales, pour compenser la baisse des contributions. A moyen et à long terme, il va falloir trouver des façons de financer les partis. »

En attendant, les candidats doivent inventer des façons de faire campagne avec des budgets réduits. La décision de Denis Coderre de se passer d'affiches électorales est motivée entre autres par des raisons financières. Son équipe diffuse ses communiqués de presse par courriel, Facebook et Twitter, plutôt que de recourir au fil CNW, où chaque envoi coûte 400\$. Il tient ses événements de presse dans des locaux communautaires où la location d'une salle coûte 80\$, plutôt que des centaines de dollars dans des endroits qui se veulent prestigieux.

Les locaux électoraux des candidats ne pèchent pas non plus par excès de luxe, a constaté *Le Devoir* au cours des dernières semaines. Tapis souillés, murs ébréchés, meubles en équilibre précaire, les partis municipaux ont d'autres priorités que la décoration, faute de moyens financiers.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LANGEVIN

SUIITE DE LA PAGE 1

scientifiques de la magie. À mes yeux, cela lui donne ses lettres de noblesse », déclare le jeune illusionniste, qui avoue consulter certains de ses anciens professeurs et confrères d'université lors de la mise au point de certains de ses numéros.

« Même en 2013, il y a encore beaucoup de gens qui croient à la magie et qui m'abordent parfois pour me demander de guérir un de leurs proches qui est malade. C'est toujours très bouleversant. Je préfère dire clairement que je fais de l'illusion et que je n'ai aucun don paranormal », raconte cet as de la magie, dont certains tours sont purement et simplement la démonstration de phénomènes scientifiques méconnus.

L'optique au service de l'illusion

Après un baccalauréat en génie physique à l'Université Laval, Luc Langevin a effectué une maîtrise en optique, durant laquelle il a appris plusieurs principes d'optique dont il se sert couramment dans son art. « J'utilise souvent les principes liés à la lumière, à la réflexion de la lumière sur différents types de miroir, à la réfraction de la lumière lorsqu'elle pénètre dans un autre milieu. Je fais aussi appel aux illusions d'optique. Et je joue avec l'éclairage. Dans certains tours de lévitation, par exemple, on doit s'assurer que les gens ne voient pas certaines choses, et pour ce faire, on provoquera un éblouissement par un éclairage conçu de telle façon que les gens ne se rendent pas compte qu'ils sont éblouis », explique-t-il.

Luc Langevin a également commencé un projet de doctorat en biophotonique, qui consistait à mettre au point une sonde laser qui pourrait être insérée dans le cerveau pour en faire l'imagerie. « Après un an et demi, j'ai abandonné mes recherches pour me consacrer entièrement à la magie, mais mon projet de doctorat m'a inspiré une illusion dont je me sers dans une de mes émissions et dans laquelle j'appuie un pointeur laser contre mon torse. On a alors l'impression que le pointeur entre sous la peau et qu'il illumine mes veines », raconte-t-il.

Réflexes du cerveau

Ce spécialiste de lumière excelle aussi dans les tours de prestidigitation, une discipline dans laquelle priment l'agilité et l'adresse du magi-

gien. Néanmoins, encore là, l'illusionniste use des connaissances qu'il a acquises sur la façon dont notre cerveau perçoit et interprète les mouvements d'un interlocuteur. « Par des lectures et à force de voir ce qui fait réagir les gens, j'ai appris de quelle manière les gens suivent le mouvement des yeux et des mains de leur interlocuteur. Le cerveau néglige certains détails et se concentre sur certains éléments stratégiques du mouvement pour être plus efficace dans la vie de tous les jours. Les magiciens exploitent ces réflexes du cerveau pour le bernier et ainsi créer des illusions. Par exemple, si je regarde un objet, les spectateurs tourneront leur attention vers cet objet, alors mon autre main pourra faire autre chose sans qu'ils s'en aperçoivent. Dans d'autres cas, il faut trouver à quelle vitesse doit être exécuté un mouvement pour ne pas être perçu par l'œil, et dans quel ordre doivent être présentés les phases d'un numéro pour maximiser l'émerveillement », précise celui qui vient de décrocher le prix Gêmeaux de la meilleure émission spéciale de variétés.

Luc Langevin n'a pas peur de décrire l'envers de ses tours. « Le secret des illusions est tellement contre-intuitif que même avec ce que je vous dis, on peut difficilement découvrir le procédé sous-jacent. Ce n'est pas une question d'intelligence. Je ferais les mêmes illusions devant Albert Einstein et je suis certain qu'il se ferait prendre. On exploite les mécanismes que notre cerveau utilise », dit-il.

Seuls les artistes, qui ne remarquent pas les mêmes choses que le commun des mortels, sont plus difficiles à bernier dans certains cas, fait-il remarquer. « Les enfants aussi vont parfois découvrir le secret d'un tour parce qu'ils n'ont pas encore développé ces réflexes d'optimisation et d'efficacité dans leur perception. Un enfant découvre le monde et s'intéresse à tous les détails. Par exemple, quand on place un objet dans une main, l'enfant regardera les deux mains, ou ne regardera parfois même pas la main dans laquelle on place l'objet. »

Lire dans les pensées

Dans son spectacle qui sera composé essentiellement de numéros inédits, Luc Langevin fera aussi du mentalisme, une autre branche de la magie qui consiste à lire dans les pensées des autres et à prédire l'avenir. « Pour réaliser ces tours de mentalisme, on emprunte à l'hypnose des principes de suggestion. Le discours et les mots qu'on utilise sont alors très importants », explique Langevin.

« Dans ce type de numéro où il y a une marge d'erreur possible, le magicien se prépare toujours un filet. Et l'avantage qu'a le magicien, c'est que les

gens ne savent pas ce qui va arriver. Donc si on voit que quelque chose ne fonctionnera pas comme prévu, on finit autrement et les gens n'en auront jamais connaissance parce qu'ils pensent que c'était ce qui était prévu depuis le début », confie-t-il.

« Souvent, je présente mes illusions en parlant d'un principe physique, mais sans trop en dire pour ne pas mettre les gens exactement sur la piste. Parfois, je vais parler d'un autre phénomène physique pour fausser les pistes encore plus. Et à d'autres moments, je passe la science sous silence, pour ne pas attirer l'attention des spectateurs là-dessus », avoue-t-il.

Luc Langevin assure que « ses accessoires ne sont pas truqués à proprement parler, mais qu'ils peuvent être constitués d'un matériau doté d'une propriété particulière que les gens ne connaissent pas ».

La magie jusque dans la salle

Il affirme avoir conservé dans son spectacle l'esprit qui prévalait dans ses émissions et dans les animations qu'il faisait dans la rue avec des objets qu'il trouvait sur place, ou que lui fournissaient les spectateurs. Les illusions qu'il présente seront parfois interactives avec le public, « mais sans nécessairement toujours faire monter des spectateurs sur la scène. La magie se produira aussi entre les sièges, dans la salle », soutient-il.

« La mise en scène est d'une grande finesse, elle est plus travaillée et plus moderne que celle de plusieurs spectacles de magie qu'on a pu voir. Nous avons recruté le metteur en scène Sylvain Auclair, qui a longtemps travaillé avec le Cirque du Soleil et qui a l'habitude de faire des mises en scène très léchées et percutantes », ajoute celui qui sera seul au centre de la scène.

Le spectacle comportera à la fois des numéros de grande illusion, à la manière de David Copperfield, et de micromagie avec cartes de jeu et billets de banque. « Durant ces derniers numéros, une caméra filmera mes mains et mes manipulations seront projetées sur écran géant », prévient-il.

En vérité, il s'agira d'un retour aux sources pour Luc Langevin, qui avait commencé sa carrière d'illusionniste dans la rue en contact direct avec son public.

Le Devoir

Luc Langevin montera sur la scène du Théâtre Saint-Denis les 25 et 26 septembre prochains. Il entamera ensuite une tournée québécoise qui l'occupera jusqu'au 30 décembre.

MALTAIS

SUIITE DE LA PAGE 1

aux grandes orientations du gouvernement Marois et de sa Charte des valeurs québécoises.

Dans une sortie virulente jeudi, Julie Miville-Dechéne a accusé Québec de vouloir museler l'organisme dans le débat controversé sur la Charte en s'assurant que les membres du Conseil soient majoritairement pour cette proposition gouvernementale sur la laïcité.

« Le premier critère, c'est la compétence », a dit Agnès Maltais, admettant toutefois être « consciente » que les personnes nommées « sont tout à fait dans la continuité historique » du CSF. En entrevue au *Devoir*, Julie Miville-Dechéne s'était dite outrée par une apparente prise de contrôle de l'organisme, en marge d'un débat très chaud. Elle réclame le droit d'effectuer des études d'impact autour du port de signes religieux, un sujet sur lequel son conseil était fort divisé même avant les nominations soi-disant partisans. Avec l'arrivée de ces femmes dont on connaît la ligne de pensée, elle craint que ces études ne voient jamais le jour.

« [A titre de] juriste, je juge sur des faits. Lorsque la proposition [des études de terrain] sera présentée et articulée, je pourrai y réagir. Mais par respect pour le Conseil et sa collégialité, ce serait précocement me prononcer sur cette question », a répondu Julie Latour, une des femmes récemment nommées, qui trouve plutôt « indélicat » la manière dont la présidente du CSF s'est prononcée sans même avoir discuté de la question avec les nouveaux membres de l'organisme. Julie Latour a précisé qu'un parti pris pour la laïcité ne dévoile pas pour autant une affiliation politique.

La ministre Agnès Maltais a renchéri. « Ces quatre femmes ont toute la liberté d'action et de parole tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil du statut de la femme. [...] Si ça peut éclairer encore mieux la société québécoise, pourquoi pas ? » Si le CSF veut faire des études sur les répercussions que pourrait avoir la Charte des valeurs, il peut le faire, a-t-elle dit, affirmant qu'elle avait toujours confiance en Julie Miville-Dechéne, qui demeure en poste.

Les féministes divisées

Cette histoire a soulevé les passions dans les rangs féministes. La présidente de la Fédération des femmes du Québec, Alexa Conradi, ne remet pas en cause les compétences et la bonne foi des quatre nouvelles membres du Conseil. Il lui semble toutefois qu'il y a trop d'indices troublants entourant la nomination des quatre membres du CSF.

« Les groupes de femmes reçoivent normalement un mois d'avis pour soumettre des candidatures. Cette fois-ci, nous avons reçu des avis jeudi pour soumettre des candidatures lundi. Nous n'avons même pas eu trois jours ouvrables complets », a indiqué Alexa Conradi. À cela s'ajoute un gouvernement qui n'a pas consulté la présidente du CSF et qui a précipité les nominations alors que deux postes étaient vacants depuis un an, a-t-elle ajouté.

Du même souffle, elle demande que Québec refasse ses devoirs, « qu'il revienne sur sa décision » en rouvrant le processus de nomination.

Même son de cloche pour une ex-présidente de la FFQ, Françoise David, aujourd'hui députée de Québec solidaire, qui ne croit pas du tout en une coïncidence. « C'est cousu de fil blanc, cette histoire-là », s'est-elle révoltée en entrevue à RDI. Françoise David exige un moratoire, le temps que la poussière retombe et que le CSF réfléchisse. Elle entend d'ailleurs déposer une motion à l'Assemblée nationale pour réaffirmer l'indépendance du CSF.

Les libéraux se sont ofusqués eux aussi, faisant le lien entre ces quatre nominations et celles décrétées par l'ex-ministre Daniel Breton au sein du BAPE, plus tôt cette année. « Ils sont en train de paniquer », a commenté Christine St-Pierre, ex-ministre de la Condition féminine.

La Coalition avenir Québec en a elle aussi ajouté, mettant en doute le « timing » des nominations. « Le problème, c'est que c'est une nomination idéologique », a dit la porte-parole de la CAQ pour la condition féminine, Michéline C. St-Laurent.

Louise Beaudoin, qui fut une des principales artisanes de la position péquiste sur la laïcité, comprend que Christine Miville-Dechéne veut remettre en cause l'avis du CSF et convient qu'elle vient d'être mise en minorité par le gouvernement. Elle a qualifié d'« extraordinaires » les quatre femmes désignées par le gouvernement. L'ancienne députée péquiste s'insurge contre le fait que la présidente du CSF ait laissé entendre que la nomination de Leila Lesbet, d'origine algérienne, n'est pas appropriée « parce qu'on n'est pas en Afghanistan ».

« Que soit entendue cette voix anti-intégriste, anti-islamiste politique, il me semble que ce soit raisonnable, parce que l'intégrisme, c'est une réalité, ici comme ailleurs. On l'a vu à la manifestation [contre la Charte à Montréal] », croit Louise Beaudoin.

Rappelons que depuis six ans, le CSF a produit trois avis traitant du droit des femmes, de la liberté religieuse et de la laïcité. Le premier avis, en 2007, prônait la laïcité de l'État en établissant que la liberté de religion entraînait en conflit avec l'égalité des sexes; le deuxième, en 2010, condamnait la polygamie, une pratique religieuse; et le troisième, en 2011, affirmait que la laïcité de l'État, qui devait aller jusqu'à la suppression des subventions aux écoles religieuses et à l'élimination des avantages fiscaux consentis aux communautés religieuses, constituait un pas de plus vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390